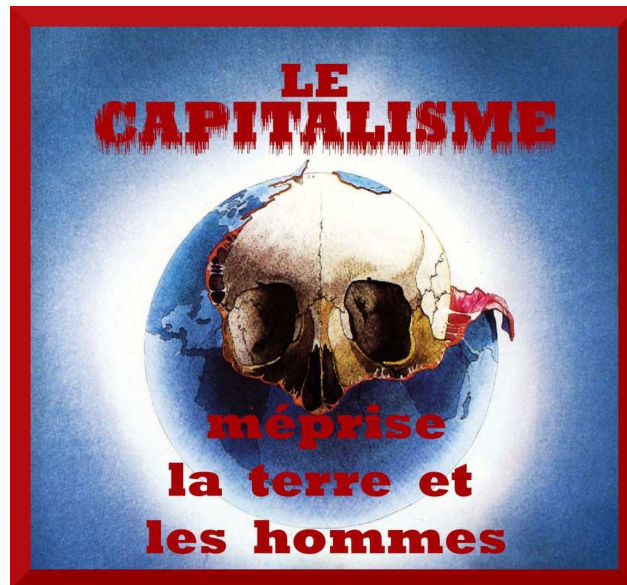


Bilan & Perspectives

ISSN 1623-6890



La Barbarie capitaliste s'accroît.

SOMMAIRE

Il n'y a pas de solution capitaliste à l'approfondissement de la crise économique.	2
La bourgeoisie à l'offensive.	8
La mobilisation contre la Loi Travail (El Khomri) a été conduite dans une impasse par les syndicats.	8
La lutte ... beaucoup de bruit pour rien ! Il s'agit pour la bourgeoisie de continuer à attaquer encore et encore la classe ouvrière.	9
Qu'exprime 'Nuit debout' ?	11
Déclaration de la TCI sur les grèves et mouvement en France	12
Le populisme et le mécontentement ? L'élection présidentielle	14
Le prolétariat est-il de droite ?.....	15
Deux considérations sur le résultat du référendum constitutionnel.....	16
Les élections américaines : une surprise, oui mais avec beaucoup de confirmations.....	17
Coup d'État raté en Turquie – Pouvoir du peuple ?	18
Autre signe de l'approfondissement de la crise du capitalisme mondial	19
La crise du Moyen-Orient occulte la réalité du jeu impérialiste planétaire.....	22
Le véritable "Hunger Games" du capitalisme.....	23
Ce n'est pas le moment de faire joujou avec les "absolus" du néo-idéalisme (INVARIANCE : une expérience emblématique)	26
Déclaration de la TCI sur la dissolution du GIO (Canada).....	29

2017 Année de la reprise économique? Catastrophe annoncée

Quelque chose de nouveau est à noter. Tous les médias ne sont pas aussi dithyrambiques pour la nouvelle année.

Alors que chaque année et depuis 2009 les médias aux ordres nous rejouent imperturbablement le scénario de la reprise économique en nous disant que : « maintenant la crise est finie ! ». Puis, au cours de l'année, on s'aperçoit que c'est une mystification et que les organismes financiers rectifient régulièrement les indices à la baisse en cours d'année.

En février 2016 nous écrivions :

« Dans notre dernier numéro1 nous avons contesté les affirmations des grandes instances capitalistes, comme le FMI ou l'OCDE et les divers commentateurs financiers, qui travaillent pour les grandes banques d'investissement sur un scénario rose qu'ils ont brossé pour la croissance de l'économie mondiale. Ils nous ont assuré que la reprise en 2015 depuis la liquidation de la bulle spéculative de 2008, était maintenant bien avancée. Ils en sont beaucoup moins sûrs aujourd'hui. » (**Bilan et Perspectives n°16**)

Cette année les trompettes sont moins braillardes et triomphantes

« Les taux d'investissement n'ont retrouvé leur niveau d'avant crise dans aucune économie avancée, le commerce mondial stagne, les prix des matières premières continuent de baisser et le prix du pétrole reste bas. Ces évolutions de prix pèsent sur les exportateurs de produits de base sans guère profiter aux économies avancées importatrices, dans un contexte d'inflation larvée et de taux d'intérêt au plancher, voire négatifs. Au total, la croissance mondiale reste anémiée. » (**La tribune**)

Anémiée seulement! C'est joliment dit... Et de poursuivre :

« Il faut dire que, depuis plusieurs années maintenant, l'effort de relance repose essentiellement sur les banques centrales, au point que l'OCDE recommande dans ses Perspectives économiques 2016 que des politiques budgétaires plus actives soient mises en œuvre. Là aussi, chaque année qui passe conforte davantage l'avis de ceux qui s'inquiétaient des effets déstabilisants des politiques monétaires ultra-accommodantes et de ceux qui pensaient que les taux d'intérêt faibles et les injections massives de liquidités favoriseraient l'investissement et remettraient l'économie mondiale sur les rails. »

Et la Banque mondiale dans son communiqué de presse du 10 janvier 2017, porte pour titre : « Légère accélération de la croissance mondiale à 2,7%, malgré la faiblesse de l'investissement» Tout est dit, car cette prévision de croissance est tout de suite contestée dans le texte. Mardi 10 janvier, la Banque mondiale (BM) a esquissé dans ses pronostics pour 2017 une reprise sans tonus soumise à des aléas toujours plus nombreux 2 avec un commerce mondial en capilotade et une panne de l'investissement.

D'ailleurs, la bourgeoisie ne croit plus que le capitalisme puisse recréer de la croissance et donc régler le problème du chômage de masse. C'est si vrai qu'elle envisage de fournir à tout le monde un « revenu universel garanti » sans condition de ressources. Et il ne s'agit pas d'une mesure prônée uniquement par les "socialistes" ou des progressistes, c'est une mesure réclamée également par des libéraux bons teints.

Ces nouvelles propositions sont déjà testées en Finlande avec un "revenu de base" de 800€ mensuel versé à partir de 2017 à tout résident du pays. Avant elle, d'autres pays l'ont testé comme la Namibie, l'Inde, le Brésil ou les États-Unis (en Alaska). D'autres projettent d'adopter un revenu universel comme les Pays-Bas, où une trentaine de municipalités doivent tester dès ce mois-ci le versement d'un revenu de base, jusqu'à 1 300 euros par foyer à Utrecht.

Mais il faut aussi mystifier par rapport aux raisons du chômage massif. Il faut à tout prix que l'on ne comprenne pas ces propositions comme réponse à l'évolution mortifère du capitalisme. Ainsi le rapport du Conseil national du numérique (CNNum) remis le 6 janvier 2016 à la ministre du travail Myriam El Khomri préconise aussi d'étudier la mise en place d'un revenu de base, ou revenu universel, versé à tous les habitants sans conditions. Les organismes de l'État tentent de faire croire que la faute au changement de l'organisation du travail, les petits boulots et le chômage proviendrait de l'évolution des emplois vers le travail numérique. Il n'en est rien. Mille fois, NON ! Seul le capitalisme crée la misère.

Comme sous le Haut Empire puis dans la décadence de Rome, pour éviter les révoltes, il avait été mis en place des distributions de blé pour nourrir la plèbe et surtout les proletarii (basses couches de la plèbe)3, aujourd'hui il faut également nourrir la masse des chômeurs dont la bourgeoisie sait pertinemment que ces derniers n'auront plus de travail.

Aurélien

1 "Sur la supposée reprise économique internationale" dans **Revolutionary Perspectives** N° 06. voir également sur notre site.

2 Cf. : http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/01/11/la-banque-mondiale-dresse-un-tableau-peu-engageant-de-l-economie-en-2017_5060801_3234.html

3 Le blé était distribué à prix réduit à la fin de la République romaine puis distribué gratuitement (Congiaire) aux quelque 200 000 allocataires (nombre fixé par Auguste au début de notre ère et resté stable durant l'Empire).

Il n'y a pas de solution capitaliste à l'approfondissement de la crise économique.

Introduction

La dernière phase de la crise économique qui a explosé en 2007/2008, domine encore l'économie mondiale. Tous les essais pour briser son emprise et élaborer la reprise d'une nouvelle période de croissance ont échoué. Par contre, la crise elle-même détermine les développements politiques à tel point que les dirigeants sont en train de perdre le

contrôle d'une grande partie de la situation. La crise de l'euro, les plans de sauvetage des pays à la périphérie de l'UE et, plus récemment, la crise des réfugiés ne représentent que le contrecoup de ce dernier épisode de la crise économique. Au Royaume-Uni, la plus récente expression de ce désordre est bien évidemment la crise politique déclenchée par le vote du Brexit, crise qui a ainsi

fait exploser la classe dirigeante incapable de produire un résultat référendaire convenant aux intérêts du capital britannique. Ceci a eu pour effet d'enfoncer plus profondément tout le Royaume-Uni et l'Union européenne elle-même dans une crise politique. La force motrice derrière tout cela est la crise économique que nos dirigeants se révèlent incapables de résoudre. Chacune de leur initiative qui échoue restreint ainsi leur espace de manœuvre.

La TCI a toujours affirmé que le talon d'Achille du système capitaliste est la tendance à chuter du taux de profit moyen, et les problèmes de la sphère financière, qui ont frappé avec tant de force en 2008, en sont l'aboutissement ultime. Les nombreuses tentatives visant à restaurer la rentabilité du capital se sont simplement résumées à réduire le pouvoir d'achat de la classe ouvrière en appliquant des mesures telles que l'austérité et la réduction des salaires ainsi que des coupures du salaire social par la réduction des soins et des services de santé, les avantages sociaux, les pensions et l'éducation. Les tentatives visant à stimuler l'économie grâce aux manœuvres monétaires des banques centrales ont également échoué. Les mesures qui ont été appliquées au cours des 8 dernières années sont sans précédent dans l'histoire du capitalisme : appel aux banques centrales, plans de sauvetage des banques de détail, injections directes d'argent dans le système financier via l'assouplissement quantitatif (QE) et, plus récemment, imposition des taux d'intérêt négatifs sur les dépôts à court terme et les obligations gouvernementales. Cependant, ces mesures extraordinaires ont toutes échouées à produire une augmentation de l'investissement ou une augmentation de la demande. Maintenant, les banques centrales parlent même d'avoir recours à « l'hélicoptère monétaire »¹, ce qui signifie envoyer électroniquement de l'argent à la population en général pour stimuler la demande. Ce genre de discours n'est qu'un appel du désespoir.

État de l'économie mondiale

L'économie capitaliste se développe au cours de cycles d'accumulation. Dans la première phase d'un cycle, l'économie est en bonne santé parce que les profits sont élevés. Le chômage est bas, le commerce est en pleine expansion, et l'accumulation du capital se produit grâce à l'investissement. La mesure générale de tout ceci est le taux de croissance qui tend à représenter indirectement le taux de profit moyen. Il en résulte une augmentation de la productivité de chaque travailleur, un accroissement du commerce international, et une situation dans laquelle la sphère financière opère pour faciliter le commerce et l'investissement. Par rapport à tout cela, l'économie mondiale est aujourd'hui en bien piètre état.

Nous avons démontré dans les articles précédents que le taux de profit moyen est en recul² et soutenu ci-dessus que ce recul est la véritable raison pour laquelle l'investissement est entravé. L'exploitation du prolétariat au sein de la production est l'unique source de profit du capitalisme et ce n'est pas une surprise de constater que le chômage mondial est en hausse. Selon l'Organisation Internationale du Travail, le chômage mondial a augmenté

1 Adair Turner, former Financial Services Authority chairman, correspondant du *Financial Times*, 23/05/16

2 *Revolutionary Perspectives* (RP) numéro 6 "Piketty, Marx and Capitalism's dynamics" et RP 62 "The Tendency of the Rate of Profit to Fall, the Crisis and its Detractors"

de 27 millions depuis 2007 et se situe maintenant à 200 millions³.

Le taux tendanciel de croissance de l'économie américaine est de 2 %, ce qui représente la moitié de ce qu'il était il y a 20 ans⁴. À l'échelle mondiale, le taux de croissance qui, en 1973, était de 6,4 % a chuté à 2,5% en 2014⁵. La croissance de la productivité pour chaque travailleur est très faible, voire inexistante. Dans l'Union Européenne, la croissance annuelle de la productivité est maintenant de 0,25 % et aux États-Unis de 1,2%, alors qu'au Royaume-Uni elle se situe à zéro. Un rapport du *Financial Times* exprime le danger que la bourgeoisie remarque dans la faible productivité :

« Sans une amélioration de la production pour chaque heure travaillée, les économies ne se développeront que si l'on travaille plus durement, plus longtemps, ou si plus de personnes trouvent des emplois (traduction libre).⁶ »

Bien entendu, cette stagnation de la productivité s'explique par le manque d'investissements pour les moyens de production ce que nous avons montré ci-dessus. Par contre, même si le travail devenait plus productif, ceci ne mènerait en définitive qu'à une nouvelle baisse du taux de profit moyen. Ces chiffres expriment le marasme économique.

Les chiffres du commerce mondial montrent une stagnation similaire. Le commerce mondial, en tant que pourcentage du PIB mondial, était d'environ 50% du PIB en 2007. À la suite de la crise de 2007, le PIB s'est fortement contractée à 30% et, après une hausse, il végète maintenant autour de 40 %⁷. En fait, l'ensemble du système commercial mondial mis en place par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) est lui-même en crise. L'échec du cycle de négociations commerciales de Doha a réduit l'OMC à une simple instance d'arbitrage. En outre, les États-Unis ne tiennent pas compte de ses jugements quand ils se sentent brimés par ceux-ci et tentent de retirer leurs juges quand ils vont à l'encontre de leurs intérêts⁸. Les États-Unis négocient plutôt à présent des accords commerciaux unilatéraux tels que le Partenariat Trans-Pacifique (TPP) et le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI - TTIP)⁹, qui assurent plus de bénéfices aux capitaux américains.

Depuis la fin du boom économique de l'après-guerre, et l'effondrement des accords de Bretton Woods¹⁰ en 1973, la taille du secteur financier dans l'ensemble du monde n'a cessé d'augmenter par rapport à l'économie mondiale. Dans la période précédant la crise de 2007, les profits financiers américains, par exemple, ont représenté près de 50% du total des bénéfices des entreprises. Ce secteur ne produit pas de nouvelle valeur. Son rôle consiste plutôt à recycler la plus-value produite dans l'économie productive. L'une de ses principales opérations est de recycler le capital excédentaire dans la dette publique et d'en percevoir les

3 BIT : ilo.org

4 Cité par le *Financial Times*, 30/05/16

5 World Bank : data.worldbank.org

6 *Financial Times*, 26/05/16

7 *Financial Times*, 3/03/16

8 Les États-Unis tentent de bloquer le renouvellement de M. Seung Wha Chang après des décisions qui vont à leur encontre. cf.: bna.com

9 (NdT) également connu sous le nom de traité de libre-échange transatlantique (TAFTA).

10 Lieu de la Conférence monétaire et financière des Nations Unies en juillet 1944. Elle créa la Banque Mondiale, le FMI, et établit le dollar comme clé de voute du système monétaire international.

intérêts. Après la crise de 2008, il a été généralement admis qu'il était nécessaire d'empêcher « l'effet de levier » et de réduire la dette globale par rapport au PIB. Le capitalisme mondial n'a tout simplement pas été en mesure d'agir ainsi et c'est, en fait, plutôt le contraire qui est arrivé. La dette globale, incluant la somme des ménages, des entreprises, du gouvernement, et des finances, est passée de 142,000 milliards de dollars en 2007 à 199,000 milliards de dollars¹¹ en 2014¹², dépassant de loin la croissance économique. Les tentatives faites par certains gouvernements, notamment au Royaume-Uni, pour parvenir à un budget équilibré afin de limiter la hausse de la dette souveraine ont également échoué. Le Royaume-Uni a, depuis 2010, régulièrement reporté la date à laquelle le fameux équilibre doit être atteint alors que la dette par rapport au PIB a augmenté inexorablement. Dans le sillage du vote du Brexit, cette ambition semble avoir été complètement abandonnée et la dette souveraine devrait augmenter de son niveau actuel, qui représente 84% du PIB, à 100% en 2020. En fait, les sommes déversées pour le renflouement des banques ont maintenant tellement gonflé que les agences de notation (qui déterminent le climat de l'investissement) ont fait enregistrer des déclassements de la dette souveraine¹³. Ces dettes deviennent insoutenables et, pour les petits pays comme la Grèce, cela a été reconnu par le FMI. Pourtant, la bourgeoisie est terrifiée par l'idée d'annuler la dette par peur des remous que cela pourrait déclencher. Par contre, une telle situation insoutenable ne peut être maintenue indéfiniment! L'augmentation constante de la dette, qui représente un autre symptôme de la baisse de la rentabilité du capital, nous laisse envisager un nouvel et catastrophique effondrement lorsque les défauts de paiement surgiront.

Manœuvres monétaires.

Comme il a été déjà mentionné, la bourgeoisie a réagi à la crise de 2007 en employant une série de manœuvres monétaires sans précédent et en injectant de l'argent dans l'économie. Pour les économistes bourgeois keynésiens, le problème se résume à la pénurie de la demande mondiale, laquelle est encore en dessous du niveau où elle se situait lorsque la crise de 2008 a frappé¹⁴, avec le manque d'investissement qui l'accompagnait. Selon ceux-ci, il y a un trop-plein mondial d'épargne. Pourtant, les banques centrales du monde entier ont pris bien sûr des mesures pour résoudre ces problèmes. La Banque centrale européenne (BCE), par exemple, a un programme d'achat d'obligations QE qui, auparavant, avait totalisé 1100 milliards d'euros et attribuait 60 milliards d'euros par mois. En mars, elle l'a porté à 80 milliards d'euros par mois. Elle a également proposé ce qu'on appelle des "opérations de refinancement à plus long-terme" (TLTRO – Targeted Longer-Term Refinancing Operations) aux banques de la zone euro qui peuvent aller jusqu'à 30% de leur portefeuille de prêts, et ce sans aucun intérêt pour une période de 4 ans. S'ils prêtent plus que le TLTRO leur

11 NdE) en 2015 la dette mondiale était de 200 000 milliards de dollars soit 3 fois plus que le PIB mondial. Elle croit de 8 100 milliards de dollars par an. C'est faramineux!

12 *Financial Times*, 5/02/15

13 "Sovereign downgrades surge to record levels" *Financial Times*, 8/07/16 p.32. Fitch a déclassé la dette de 14 pays (et du Royaume Uni); S&P, 16 et Moody's, 24 cette année.

14 Pour l'EU la demande est inférieure de 2,4% à celle de 2008, voir le *Financial Times*, 7/07/16

offre, la BCE leur donne un nouveau taux d'intérêt négatif sur le montant du dépôt fixé à -0,4%!¹⁵. D'autres banques centrales ont été toutes aussi généreuses. La Réserve fédérale a distribué 4500 milliards de dollars en 3 rounds de QE, tandis que la Banque d'Angleterre, de son côté, allouait 375 milliards de livres. Pourtant, malgré les sommes astronomiques accordées par les banques centrales et les taux d'intérêt ultra-bas – voire carrément négatifs – qu'ils se sont fixé, ces mesures ont échoué¹⁶, que ce soit pour stimuler la demande ou stimuler l'investissement. Ces échecs indiquent l'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme. Le mieux que l'on puisse dire à propos de ces manœuvres monétaires est qu'elles ont stabilisé la situation dans les pays où elles ont été appliquées et permis d'éviter un peu plus de chaos. Dans le contexte mondial, les QE et les taux d'intérêt à zéro % ont affaibli les monnaies des pays où ils ont été accordés, stimulant ainsi les exportations au détriment de leurs concurrents. Ceci est l'équivalent d'une politique protectionniste de « chacun pour soi ». Par contre, pour les keynésiens, cela démontre simplement que ces programmes ont été appliqués avec mollesse d'où la proposition « d'hélicoptère monétaire » et d'investissements directs dans les infrastructures. En fin de compte, ces mesures ne vont pas aider le capitalisme mondial à reprendre de la force car elles ne touchent pas le problème de la rentabilité.

Dans le capitalisme, l'investissement a lieu seulement s'il y a une perspective de profit ; si le taux de profit est faible, il n'y aura donc pas d'investissement. Les économistes bourgeois le reconnaissent lorsqu'ils affirment, dans leurs termes, qu'il y a une « pénurie en matière d'investissement. » C'est pour cette raison que les grandes sociétés non financières thésaurisent le capital. En 2015, les entreprises du Royaume-Uni membres du FTSE 100, à la bourse, étaient assises sur une montagne de liquidités qui représentaient 177 milliards de livres, soit 10% du PIB. Dans la zone euro, le chiffre correspondant se situait à 14.3 mille milliards d'euros, soit environ 7% du PIB ; tandis qu'aux États-Unis, il était de 1.64 mille milliards de dollars équivalent à 10% du PIB. Au lieu d'être investi, ces fonds sont utilisés pour racheter les capitaux des actionnaires, ou remis aux actionnaires en dividendes plus élevés, ou recyclés en tant que dette aux gouvernements, ou réservés à la spéculation sous une forme ou une autre. Cela a mené le rendement sur la dette publique aux niveaux les plus bas de l'histoire du capitalisme et certains pays, par exemple, l'Allemagne, le Danemark et la Suisse, ont émis des obligations avec des taux d'intérêt négatifs. En février, le *Financial Times* indiquait qu'il y a maintenant 5,7 mille milliards de dollars en rendement négatif des obligations souveraines¹⁷. Le fait que les capitalistes préfèrent acheter de la dette, et payer de l'argent pour la maintenir, démontre bien que ces achats sont purement spéculatifs. Ceux qui achètent cette dette espèrent que sa valeur nominale va augmenter en fonction du nouvel assouplissement quantitatif (QE). Cela démontre également que, selon eux, d'autres investissements sont pires. Ce comportement indique franchement le point de vue qu'ils ont de l'économie et de son avenir! Par contre, la spéculation ne

15 *Financial Times*, 16/03/16

16 (NdE). La FED est en train de modifier sa politique. Les taux de la Réserve fédérale sont en train de remonter à 0,25%.

17 *Financial Times*, 18/02/16

peut que créer de nouvelles bulles d'actifs qui, comme nous l'avons vu en 2008, finiront par exploser avec une force dévastatrice.

Ce qui précède est le catalogue empirique du mauvais état du capitalisme mondial. Les raisons théoriques de cette situation sont vivement contestées. L'idée que les marchés libres vont résoudre ces problèmes, adoptée par les néolibéraux, a été discréditée par l'effondrement de 2007/2008. Cependant, l'idée que le contrôle de l'économie par l'État – ou le capitalisme d'État pur et dur – pourrait remettre sur pied le système a gagné du terrain, malgré le fait que ces mesures ont été complètement discréditées par la série des désastres des années 1970. Les économistes tels que Thomas Piketty¹⁸, qui est maintenant un des conseillers de Jeremy Corbyn, le chef de l'opposition travailliste britannique, voient le capitalisme comme un navire allant droit sur les rochers. Piketty fait valoir que le rocher contre lequel le capitalisme est en train de dériver représente l'inégalité et demande à l'État de sauver le capitalisme par des réformes fiscales et la redistribution des richesses. Les inégalités, cependant, sont simplement le résultat de l'accumulation du capital. Ses mentors et lui-même¹⁹ confondent symptômes et causes. La réalité est que l'accumulation accrue du capital se traduit par des taux de profit réduits tel que Marx l'envisageait. L'existence de la baisse du taux de profit moyen est, cependant, furieusement niée par l'ensemble du spectre des économistes bourgeois et aussi par beaucoup de marxistes académiques. Brièvement, nous allons démontrer ci-dessous pourquoi nous considérons que Marx avait raison.

Valeur Travail et baisse tendancielle du taux de profit.

Marx analyse le système capitaliste en termes de valeur. La valeur se distingue du profit, mais la valeur et le profit forment un système unique puisque Marx soutient que la somme des profits dans l'économie est égale à la somme de la valeur. Toute valeur est produite par le travail et la mesure de la valeur est le temps de travail. La théorie de Marx de la baisse tendancielle du taux de profit est directement déduite de la théorie de la valeur travail.

Sous le joug du capitalisme, la valeur est extraite de la classe ouvrière en divisant le temps de travail dans une partie où le travail du prolétariat produit la valeur de son salaire, et une autre partie où le prolétariat travaille sans rémunération pour la production du capital, ce que Marx appelait la plus-value. Ce travail non rémunéré produit un surplus de produit qui intègre la plus-value. La plus-value est la source de tout profit capitaliste. Le profit a donc lieu si, et seulement si, la plus-value est également présente.

Le travail humain prend différents aspects, aspects que Marx décrit comme travail utile concret. Les différents aspects de travail concret sont cependant assimilés dans le marché, et doivent donc contenir un élément commun qui permette à cette équation d'avoir lieu. Marx appelle ceci le travail humain abstrait, lequel représente le travail général abstrait des diverses formes dans lesquelles il existe en tant que travail utile concret. Marx fait valoir que, pour un être

humain, une heure de travail abstrait produit la même quantité de valeur quelle que soit la productivité du travail.

« *Quelles que soient les variations de sa force productive, le même travail, fonctionnant durant le même temps, se fixe toujours dans la même valeur.* » (*Le Capital*, tome 1, page 61, Éditions Sociales, 1969).

Il en résulte que l'augmentation de la productivité qui réduit la quantité de travail dans l'économie réduit aussi le temps de travail total dans cette dernière et, puisque le travail est la source de plus-value, celle-ci réduit à son tour la quantité de plus-value produite. Le ratio de plus-value par rapport au capital total utilisé, qui représente le taux de profit, diminue en conséquence. Comme Marx explique :

« *La tendance à la baisse du taux général de profit est donc la caractéristique capitaliste du progrès de la productivité sociale* » (*Le Capital* tome 3, page 255, idem)

Marx appelle ceci la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Cette loi sera vraie pour un secteur de l'économie mais, puisque le capital migre vers des secteurs ou des régions où le taux de profit est plus élevé, il sera finalement vrai pour l'économie mondiale dans son ensemble. Le taux de profit a donc inévitablement tendance à baisser. Ceci résulte du processus contradictoire qui est au cœur de l'accumulation capitaliste. Marx a fait valoir que cette tendance ne pouvait être résolue que dans des crises périodiques où le commerce et la production s'effondrent, les faillites s'ensuivent, le capital est détruit, et les salaires réduits. L'effet-clé de ces crises se résume à la dévaluation des moyens de production ou – pour employer les termes de Marx – de "capital constant". Qu'en cas de crise, le système capitaliste ne puisse survivre qu'en détruisant de la richesse qu'il a créée au préalable, nous montre bien la nature historiquement limitée du capitalisme et la nécessité pour l'humanité de le remplacer par un système de production supérieur.

Ce qu'on doit surtout retenir ici est que la baisse tendancielle du taux de profit est la conclusion logique de la théorie de la valeur travail. Le rejet de l'une implique le rejet de l'autre.

Au cours du siècle dernier, la théorie de Marx sur la baisse tendancielle du taux de profit a été sévèrement contestée et l'est encore aujourd'hui, non seulement par les économistes bourgeois mais aussi par certains marxistes académiques. Tandis que les économistes bourgeois rejettent la théorie de la valeur travail et donc la base de la théorie, les marxistes universitaires tentent de préserver la théorie de la valeur travail tout en rejetant sa conclusion. Ceux-ci affirment que Marx a fait des erreurs et que son travail est à la fois incohérent et contradictoire²⁰. Dans les années 1960, au cours du boom d'après-guerre, lorsque le capitalisme semblait avoir résolu ses problèmes et que le capital s'accumulait plus rapidement que dans toutes les périodes précédentes, N. Okishio – un marxiste académique japonais – prétendit découvrir un théorème qui prouverait algébriquement que l'augmentation de la productivité ferait toujours augmenter le taux de profit, et non pas le baisser. Marx fut donc présumé avoir tort. Une autre prétendue erreur de Marx était que le profit ne pouvait pas être obtenu à partir de la valeur. Ce théorème a été en grande partie accepté par les universitaires marxistes qui ont ensuite consacré leurs énergies à corriger ce qu'ils ont considéré comme des erreurs de Marx. Cependant, avec le retour de la crise capitaliste des années 1970 cette analyse a été

18 Piketty est un des conseillers de Jeremy Corbyn. Pour une critique du livre, "*Capital in the Twenty-first century*" voir *Revolutionary Perspectives* numéro 6.

19 Tony Atkinson ex-professeur d'économie à Oxford écrit depuis les années 60 sur les inégalités. Son récent livre : "*Inequality: What can be done*" recommande de fournir une sorte « d'héritage universel » à chaque jeune à 18 ans et la garantie d'un emploi.

20 voir *L'US Monthly Review School*

contestée. Des travaux universitaires plus récents ²¹ ont montré que le système de Marx ne se contredit pas et que ses conclusions suivent ses prémisses : il n'y a donc pas d'erreur théorique. Il a été démontré que si les entrées et sorties du cycle de production capitaliste sont évaluées de façon temporaire plutôt que de façon simultanée, et si le prix et la valeur sont traités comme un seul système connexe, alors se vérifient toutes les conclusions de Marx. En particulier, le théorème d'Okishio, qui se base sur l'évaluation simultanée des entrées et sorties du processus de production, ne parvient pas à réfuter les conclusions de Marx. Les conclusions de Marx demeurent valides, notamment :

La Plus-Value comme seule source de profit.

La somme cumulative de toute plus-value produite est égale à la somme cumulative du profit.

L'augmentation de la productivité du travail conduit inévitablement à une baisse du taux de profit.

Au fur et à mesure que le capital s'accumule – ce qui de facto engendre plus de capital constant – la productivité augmente et le travail est expulsé du processus de production. Cela supprime la source de plus-value obligeant ainsi la plus-value produite à décliner. Cette baisse est soit absolue, soit en lien avec la constante augmentation du capital. L'économie connaît donc une baisse tendancielle du taux de profit. Cette tendance, à son tour, exacerbe la concurrence et accélère le processus.

Les options offertes à la bourgeoisie pour inverser cette chute sont les suivantes :

Augmenter l'exploitation du travail. La méthode la plus directe est d'augmenter la longueur de la journée ou de la semaine de travail afin que plus de travail non rémunéré soit produit. Cela peut également être effectué par une augmentation de l'intensité du travail, soit en forçant la cadence, soit en réorganisant le travail. Cela équivaut à ce que Marx appelait l'augmentation de la plus-value absolue extraite de la classe ouvrière. Une autre alternative consiste dans l'augmentation de la productivité des travailleurs en installant des machines plus productives. Ceci équivaut à réduire le temps de travail qu'un prolétaire passe à produire son salaire et à augmenter le temps passé à travailler sans salaire pour le capital. Cela se traduit par une augmentation de ce que Marx appelle la plus-value relative. Le problème est que, comme expliqué ci-dessus, cela aboutit invariablement à évincer des travailleurs hors de la production et à installer des machines, ou du capital constant, de valeur supérieure ce qui conduit finalement à la baisse de la rentabilité.

Augmenter la vitesse de rotation du capital circulant. Chaque cycle de production se finance grâce au capital qui doit déboursier pour les moyens de production et pour le salaire des travailleurs. Il se régénère lorsque les marchandises produites sont vendues sur le marché. S'il est possible d'augmenter le nombre de cycles en une année alors la valeur annuelle du salaire des travailleurs se trouve réduite et le taux de profit augmente en conséquence.

Déévaluation du capital constant. Si la valeur du capital constant peut être réduite alors que la plus-value reste

inchangée, le taux de profit augmente. La déévaluation du capital se produit en cas de crise où les moyens de production sont éliminés ou vendus pour une fraction de leur valeur nominale. Au 19^e siècle, les crises dévaluèrent suffisamment le capital constant pour rétablir les taux de profit et déclencher un nouveau cycle d'accumulation. Au 20^e siècle, la masse du capital accumulé – à l'échelle mondiale – était si élevée qu'une déévaluation suffisante ne pouvait avoir lieu que par des guerres mondiales dans lesquelles le capital constant n'a pas été remplacé, la concurrence a été suspendue, et les produits de l'industrie ont été détruits par la guerre. Nous affirmons que ce fut la conséquence économique des deux guerres mondiales. En particulier, la reconstruction avec 30 ans de croissance, qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, a été rendue possible par la déévaluation, et la destruction, du capital au cours des 6 années de guerre. Toutefois, la période de reconstruction a été une période d'accumulation du capital, et d'intensification massive de la productivité du travail ce qui, par conséquent, a fait chuter le taux de profit moyen et provoquer la longue crise qui a commencé au début des années 1970 et qui perdurent aujourd'hui.

Ce dont le capitalisme a vraiment besoin est d'une déévaluation massive du capital tel que décrit dans la troisième option ci-dessus, une déévaluation qui ne peut être atteinte que par une guerre généralisée. Nos dirigeants, bien sûr, ne font pas la guerre afin de dévaluer le capital. Ils font la guerre pour des raisons impérialistes mais les ambitions impérialistes prennent racines dans la crise économique. Ils font donc la guerre pour détruire leurs concurrents et pour dévaluer le capital de leurs compétiteurs ; ce qui leur permet en retour d'augmenter leur part de plus-value globale extraite des travailleurs du monde entier. Bien que le système ait donné naissance à une multitude de guerres locales, et bien que les différends pouvant conduire à une nouvelle guerre mondiale soient de plus en plus exacerbés, une nouvelle guerre mondiale pour le moment n'est pas à l'ordre du jour. Cela signifie que seules les deux premières options sont ouvertes à la bourgeoisie aujourd'hui. Ces deux options sont cependant restreintes. La journée ou la semaine de travail ont leurs limites et l'augmentation du taux de rotation du capital circulant – sans pour autant augmenter le niveau de capital constant – a aussi une limite. Le Capital a déjà augmenté le taux de rotation de manière significative et il se peut probablement qu'on puisse le pousser encore davantage. Des études sur le roulement annuel du capital circulant aux Pays-Bas et au Japon ont permis de constater que le nombre moyen de cycles annuels de production était passé de 5 – en 1965 – à 12 en 2005²². Cette augmentation drastique n'a pu être atteinte sans l'installation de moyens de production plus prolifiques. Cela signifie une augmentation du capital constant et une augmentation de la productivité des travailleurs. Donc, pour compenser ces augmentations, il y aura une baisse du taux de profit.

Si nous écartons les manœuvres dans le domaine monétaire qui, comme nous l'avons vu, ont échoué à stimuler l'investissement ou la demande, il ne reste que l'option 1 à nos dirigeants. Cette option est cependant appliquée avec plus d'agressivité que jamais.

21 Voir par exemple A. Kliman *“Reclaiming Marx's Capital”*, Michael Roberts *“The Next Recession”*, et Paul Mattick (junior), *“Business as Usual: The Economic Crisis and the Failure of Capitalism”*. Nous ne souscrivons pas nécessairement à toutes leurs opinions politiques, mais sur la crise, ils font tous le même constat que le nôtre.

22 cf.: gesd.free.fr

Attaque sur les salaires et les conditions de vie du prolétariat

La mondialisation de la production a ouvert la porte à une attaque directe et indirecte sur le prolétariat des pays centraux du capitalisme. Une attaque dont l'objectif principal est d'augmenter la plus-value absolue extorquée à la classe. Les salaires plus bas dans les pays périphériques, en particulier en Asie, ont provoqué une situation où le prix de cette force de travail tend à abaisser le prix moyen de la force de travail à l'échelle mondiale. Cela a permis à la bourgeoisie d'imposer des réductions directes de salaires, une plus grande flexibilité au travail, et des réductions du salaire social. En effet, ces développements représentent la fin de la paix sociale, entre le capital et le travail, qui suivit la Seconde Guerre mondiale. Ces attaques ont été entérinées par de nouvelles lois du travail à travers l'Europe : la Loi Hartz IV en Allemagne, la Loi sur l'emploi en Italie, la Loi Peeters en Belgique, les nombreuses modifications à la législation du travail au Royaume-Uni, et la récente Loi El Khomri en France – qui a provoqué une vague de lutte de classes – en sont des exemples probants. Tout ceci vise à réduire la part du produit social allant à la classe ouvrière et une augmentation de la part allant au Capital.

Des coupes dans les salaires directs ont été appliquées avec beaucoup d'ampleur. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, les salaires réels ont baissé depuis la fin du boom d'après-guerre au milieu des années 1970. Au Royaume-Uni depuis 2008, il y a eu une baisse moyenne des salaires de 8 %. En ce qui concerne les employés du secteur public, ce chiffre s'élève à 10 %. De la main-d'œuvre plus abordable, provenant en majeure partie d'Europe de l'Est, a été importée au Royaume-Uni, ce qui a permis de maintenir les salaires, dans le secteur tertiaire, au niveau du salaire minimum. Qui plus est, il y a eu une augmentation des taxes sur les denrées consommées par le prolétariat.

Une augmentation de la «flexibilité» du travail a été imposée à la main-d'œuvre. Au Royaume-Uni, cela a été, entre autre, appliqué en allouant des contrats à "zéro heure". Ainsi, aucun travailleur n'est garanti de travailler mais celui-ci doit néanmoins se présenter sur son lieu de travail, lorsque le patron l'exige, et il n'est payé que pour les heures de travail qu'il a effectué. Au Royaume-Uni, il y a maintenant 1 million de prolétaires qui sont asservis à ce type de contrat. La Confédération de l'industrie britannique estime que ce type de travail flexible permet à 500.000 travailleurs d'éviter une demande de prestations de chômage. En Allemagne, il existe une version similaire de cette flexibilité d'emploi qu'on appelle mini-jobs. On estime que 7 millions de travailleurs travaillent maintenant pour ces mini-jobs. Tandis que le chômage au Royaume-Uni est resté bas, grâce à cette nouvelle flexibilité de l'emploi et grâce aux réductions salariales, cela a mené à ce que nous avons mentionné ci-dessus : aucune augmentation de la productivité. Cependant, dans l'ensemble de l'Union européenne, 10% de la population est au chômage. Ces chômeurs constituent l'armée de réserve des travailleurs qui appartient au capital. Mais le capitalisme est maintenant incapable de les intégrer au travail productif. Sa stratégie consiste à les confiner dans des ghettos, à les emprisonner, ou à les recruter comme militaires.

Parallèlement, le salaire social a été coupé. Il y a eu des coupures dans les allocations sociales, l'éducation, les soins de santé, ainsi qu'une augmentation des frais d'études universitaires ; des coupures dans les pensions, une

augmentation de l'âge de la retraite, et des réductions drastiques des prestations d'invalidité.

Tel que nous l'écrivions dans notre article « *France : a new attack on the working class* » qui commentait les grèves en France contre la loi El Khomri :

«Les lois archaïques qui continuent de «limiter» et «réglementer» l'exploitation du prolétariat sont devenues inadmissibles face à l'état actuel du capitalisme. La profonde crise, qui traverse le système économique mondial, rend la bourgeoisie plus «vicieuse» et l'exhorte à faire pression sur ses gouvernements pour éliminer tout ce qui entrave l'extraction et la réalisation d'un profit «équitable» ; un profit suffisant pour la présente composition organique du capital et pour les investissements nécessaires à la poursuite du processus d'accumulation ... bref, derrière la guerre de la bourgeoisie menée contre le prolétariat – et les couches sociales les plus proches de celui-ci – ne se cache pas seulement des facteurs sociaux mais aussi l'une des crises les plus graves du capitalisme, dont les guerres impérialistes, avec leurs «effets secondaires» tragiques tels que la migration de millions d'êtres humains pris dans des conditions désespérées, ne sont que l'envers de la médaille.»

L'État-Providence est terminé, l'heure est au travail obligatoire. En d'autres mots, «... le prélèvement obligatoire sur les salaires directs et indirects doit continuer, mais de moins en moins de cette taxe sur les salaires ira aux services sociaux (retraite, santé, éducation, etc.), tandis qu'elle sera de plus en plus aspirée par les «institutions» économiques et financières de la bourgeoisie, ou plutôt par leurs entreprises peu importe où – et la façon dont – elles opèrent.»²³

Tout ceci a provoqué une baisse du niveau de vie de la classe prolétarienne et engendré des problèmes sociaux. Un rapport de l'OCDE a constaté qu'au Royaume-Uni, 8,1% de la population a du mal à se nourrir. Un tiers des conseils de comté, en Angleterre et au Pays de Galles, rapporte qu'ils ont subventionné les banques alimentaires et selon le Trussel Trust (qui gère 400 banques alimentaires), 1,1 million de personnes²⁴ ont reçu de la nourriture d'urgence provenant de l'une de leurs banques alimentaires pendant au moins 3 jours au cours de la dernière année.

Nous avons déjà souligné les limites posées par l'extraction de la plus-value absolue de la classe ouvrière. Celles-ci sont fixées par le fait que la journée n'a que 24 heures et que les travailleurs ont besoin d'un minimum de temps pour manger, boire, et dormir afin de reproduire leur force de travail. À plus long terme, les mesures d'austérité ne fonctionneront pas. Cependant, à court terme, ces mesures réussissent à transférer le fardeau de la crise sur les épaules de la classe ouvrière et, aussi longtemps qu'elle l'acceptera, ces mesures produiront donc une certaine augmentation des profits et permettront de fournir au système un peu d'oxygène pour le maintenir en vie. La vraie question est de savoir combien de temps la classe ouvrière va tolérer l'austérité qui lui est imposée avant de reprendre le combat ouvert contre l'ensemble du système. Ce tournant exigera une prise de conscience « pour-soi » renouvelée par rapport à sa position en tant que classe internationale ayant pour mission historique de créer un système de production social supérieur.

CP

²³ cf.: leftcom.org

²⁴ cf.: Trussel Report trusseltrust.org mardi 23 août, 2016

La bourgeoisie à l'offensive.

Partout la classe ouvrière est attaquée violemment avec d'une part la suppression ou l'amoindrissement des allocations sociales et d'autre part les conditions de travail. Ces nouvelles attaques de la bourgeoisie dans le monde organisent la précarité généralisée en vertu de l'idée dominante, diffusée par les institutions européennes, selon laquelle une plus grande flexibilité du marché du travail doit conduire à une hausse de la productivité, à l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Cela se traduit en Italie par le Jobs act de Matteo Renzi, en Espagne, en Grèce, au Royaume Uni, au Danemark (notamment les "mini flexijobs" 10h ou moins par semaines), après l'Allemagne avec les lois Hartz comme dans plusieurs pays d'Europe de l'Est ces lois dites « sociales » facilitent les licenciements, la baisse des salaires ou le recours au travail précaire de longue durée.

Il y a les mesures qui ont été imposées d'une façon assez claire dans le cadre de la troïka, en Irlande, en Grèce, au Portugal, à Chypre. Mais il y a aussi eu des « réformes » (joli mot, sic!) faites avec moins de publicité, dans les pays de l'Est à la suite de leur entrée dans l'UE. Dans ces cas-là, le Fonds monétaire international a aussi exercé une pression forte pour libéraliser leur marché du travail, souligne Isabelle Schömann, chargée de recherches à l'Institut syndical européen. Par exemple, le programme économique qui a accompagné l'entrée dans l'UE de la Croatie, en 2013, prévoyait que le pays «*simplifie ses procédures de licenciements collectifs, élargisse l'éventail d'activités autorisées aux agences d'emploi intérimaires et abolisse la limite mensuelle d'heures supplémentaires*»¹

Au Royaume-Uni les attaques sont allées encore plus loin avec le « contrat zéro heure ». En 2012, l'*Office for National Statistics* (ONS) dénombrait 250 000 titulaires d'un « contrat zéro heure », 583 000 en 2013, et 801 000 en 2015, soit 2,5 % des personnes en emploi.

Dans tous les pays les préconisations de l'Union européenne et des coryphées de la bourgeoisie cherchent à

faciliter les procédures de licenciements mais là aussi au Royaume-Uni le pouvoir est allé jusqu'au bout de la logique, le salarié doit payer pour aller se défendre devant les Prud'hommes : les frais pour le salarié s'élèvent à 300 euros environ pour le simple dépôt d'un recours, jusqu'à 1200 euros si l'affaire est inscrite à une audience.

Il n'y a rien à espérer de la bourgeoisie, de ses États et de ses institutions européennes ou internationales. C'est une politique concertée qu'elle nous applique sans vergogne.

La précarité s'accroît

En plus du nombre de chômeurs comptabilisés (et l'on connaît les supercherries utilisées pour masquer le véritable nombre des chômeurs), les soi-disant lois travail dans les différents pays ont accru la précarité en réduisant le nombre d'heures travaillées des « non-chômeurs ». C'est ainsi que la part des salariés travaillant moins de 20 heures par semaine représente 5,9 % de l'emploi total en France, 12,4 % en Allemagne, 12,7 % au Royaume-Uni et 21,3 % aux Pays-Bas.

Pire, la précarité de la jeunesse, la part des salariés entre 15 et 24 ans, travaillant moins de 20 heures par semaine, est de 9 % en France, de 12,7 % en Allemagne, de 24,2 % au Royaume-Uni et de 50,7 % aux Pays-Bas.

Toutes ces mesures de modernisation visant à réduire le chômage et permettant à l'économie de redémarrer, nous ont été vantées par les mensonges de nos « vendeurs » politiques des lois travail comme des camelots sur les marchés liquidant des savonnettes.

Or nous savons et ils se doutent que l'économie ne repartira plus comme auparavant. Personne parmi les bourgeois et ses valets économistes ne sachant comment faire repartir le capitalisme qui connaît un encéphalogramme très plat.

La réaction de la classe ouvrière ne correspond pas à l'ampleur de l'attaque.

En France, par exemple, où la mobilisation a été la plus forte contre ce type de loi travail, elle a été conduite dans une impasse alors que la réaction a été importante. Il a fallu plus de quatre mois et plus de 9 journées de manifestation nationale à la bourgeoisie syndicale pour amener le mouvement dans le mur.

¹ Voir « Assessment of the 2013 economic programme for Croatia, 29 mai 2013, cf. : http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/nd/swd2013_croatia_en.pdf

La France

La mobilisation contre la Loi Travail (El Khomri) a été conduite dans une impasse par les syndicats.

De longs discours ne sont pas nécessaires pour démontrer que la force des travailleurs repose sur leur **action collective** qui se concrétise notamment dans la grève. Et, dans les affrontements sociaux, dans la lutte entre les classes seul compte le rapport de force.

Les manœuvres syndicales ont agit tout à fait à l'inverse de ces principes simples. L'Intersyndicale avait commencé le mouvement en exigeant le retrait pur et simple de la loi El Khomri jugée « non négociable » et « non amendable ». Au début les syndicats font beaucoup de bruit.

Mais quand le mouvement commençait à s'amplifier malgré son savant saucissonnage des grèves ici puis là, elle

abandonnait la revendication du retrait de la loi pour ne plus revendiquer que la suppression de certains de ses articles. Division et déboussolement sont le deuxième acte du travail de sape.

Après la grande manifestation du 14 juin qui a été un succès incontestable (le nombre de manifestants ayant été bien supérieur aux 75 000 annoncés par la police), Martinez comme quelques jours auparavant Mailly (FO), renonçait à la suppression de certains de ses articles pour demander seulement leur « encadrement ». C'est extraordinaire ! Plus les travailleurs sont forts, entrent en action et plus les

directions syndicales cèdent aux exigences gouvernementales !

Les syndicats ont mis du leur pour étouffer le mouvement qui a débuté assez spontanément à partir de jeunes lycéens et étudiants début mars à Rennes, Grenoble, Bordeaux, Toulouse, etc.... Après avoir pris le train en marche vers le 12 mars, ils organisent les manifestations du 31 mars et du 9 avril qui ont été des succès indéniables avec des dizaines de milliers de participants, l'Intersyndicale regroupant la CGT, FO, la FSU, Solidaires, et les organisations étudiantes et lycéennes UNEF, UNL et FIDL ont décidé d'organiser une nouvelle journée d'actions pour le... 28 avril. Pourquoi n'ont-ils pas attendu plus longtemps ?

Et après la dernière manifestation, celle du 5 juillet, des naïfs ont-ils pu croire aux déclarations de l'Intersyndicale sur une relance à la rentrée de la mobilisation contre la Loi Travail ? Si oui, ils en ont été pour leurs frais ; il y a bien eu, pour la forme, des manifestations le 15 septembre, mais tout avait été fait pour qu'elles ne regroupent que peu de monde. Bien que les sondages d'opinion continuent à montrer qu'une écrasante majorité des sondés reste hostile à

cette loi, il aurait fallu pour que la mobilisation reprenne après la pause estivale (comme cela avait été le cas lors du mouvement contre la réforme des retraites), que les dirigeants syndicaux donnent une claire perspective de lutte ; et qu'ils montrent une ferme volonté de mobiliser les secteurs les plus larges pour un affrontement un peu sérieux avec le gouvernement. En bons soutiens de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, ils se sont bien gardés de le faire quand le mouvement était à son maximum, en mai-juin, où ils se sont au contraire employés, comme d'habitude, à l'atténuer et à l'envoyer sur dans le mur, ils n'allaient évidemment pas le faire quand la pression était retombée ! Ils connaissent parfaitement leur métier !

Sans même se donner la peine de prévoir une nouvelle réunion de l'Intersyndicale, les dirigeants syndicaux ont donc annoncé qu'après le 15, la lutte allait se poursuivre... sur le terrain judiciaire ! Prolétaires vous pouvez rentrer chez vous, leurs spécialistes « vont explorer les voies de recours juridiques » contre les mesures d'application de la loi... Ite missa est !

Réflexions sur le mouvement de lutte du printemps

Le but de ce texte est de pousser à la réflexion par rapport à la situation sociale actuelle et au rapport de force entre les classes en France mais aussi dans le monde. Les travailleurs seront contraints de dépasser le contexte actuel d'attaques acharnées contre la classe ouvrière qui dure maintenant depuis une trentaine d'années pour sauver le capitalisme.

Le mouvement social qui a commencé maintenant depuis 2 mois reste largement encadré et manipulé par les forces de "gauche" de la bourgeoisie. La clé de la situation reste l'éclatement de la cage bourgeoise de "Nuit debout" qui nous contraint. Cela passe aussi par une réflexion et des discussions politiques ouvertes sur notre situation, mais en dehors des cadres limités, imposés et bien délimités de "Nuit debout".

La lutte ... beaucoup de bruit pour rien !

Il s'agit pour la bourgeoisie de continuer à attaquer encore et encore la classe ouvrière....

La situation sociale en France en 2016 ? Rien de nouveau ! La crise économique continue avec son cortège de chômeurs.

Bien évidemment la situation économique et sociale n'est pas différente de celles de tous les autres pays alors que la propagande nous raconte que « cela va mieux »¹ ici ou là dans le monde. Mais après les États-Unis dont on nous avait raconté à satiété que l'économie repartait², puis en Espagne malgré un taux de chômage explosif³, puis en Chine et au Brésil⁴ qui devaient sauver la planète et relancer

l'économie, on essaie enfin de nous refaire le coup pour la France après soi-disant deux mois de baisse du chômage. Cela n'est rien, dans la réalité. Mais quel vacarme font les médias sur commande !

Ce faisant, la bourgeoisie continue d'attaquer la classe ouvrière sous le slogan d'accomplir des « réformes » ou la « modernisation » !

Il est clair que la « coupe est pleine » pour les travailleurs. La loi El Khomri a fait déborder le vase. Il s'agit d'un projet de réforme du Code du travail qui constitue une attaque brutale sans précédent des salariés. Les points essentiels de cette attaque portent sur :

* Le développement de la flexibilité de l'emploi ce qui veut dire permettre les licenciements plus facilement et rendre inutile le contrat de travail.

* La libération des entreprises des règles contraignantes des contrats de branche et des conventions collectives, elle est libre de décider seule dans son domaine.

* La suppression ou l'affaiblissement du pouvoir des juges du travail (Conseil de Prud'hommes)

¹ Dernières paroles de François Hollande lors de l'émission Dialogues citoyens, diffusée sur France 2 le 14 avril 2016.

² « Le mensonge de la reprise américaine en 9 graphiques ! » in *Économie matin* le 22 mars 2016 - <http://www.economiematin.fr/news-usa-reprise-economie-mensonge-chomage-argent-crise-sannat>

³ 4,04 millions de chômeurs, selon les chiffres du ministère de l'Emploi. La belle affaire ! En savoir plus sur http://www.lesechos.fr/05/01/2016/lesechos.fr/021596940184_1-espagne-confirme-la-baisse-du-nombre-de-chomeurs-en-2015.htm#rMC6GIkoUI4a7yMI.99

⁴ En 2016, 12 pays devraient encore connaître une croissance négative (récession) dont le Brésil, la Russie et l'Argentine.

<http://www.capital.fr/bourse/interviews/12-pays-seront-en-recession-en-2016-dont-la-russie-le-bresil-et-l-argentine-1107305>

* L'introduction du référendum d'entreprise pour entériner les choix de décisions de la direction.

Bien évidemment la bourgeoisie craint des réactions de la classe ouvrière et il s'agit de mouiller la poudre avant toute réaction. La colère gronde !

Il ne s'agit pas ici de ne pas se sentir solidaire des luttes et de la lutte des travailleurs qui cherchent comment lutter et comment s'opposer à cette nouvelle attaque. Il ne s'agit pas de critiquer les prises de parole de "Nuit debout" qui sont le premier acte pour essayer de reprendre l'initiative contre le rouleau compresseur de la bourgeoisie conquérante. C'est déjà extraordinaire de voir se lever ce vent de contestation de tous les pouvoirs contre la fausse démocratie qui nous est imposée.

En ce qui nous concerne, il s'agit de pousser les travailleurs à se libérer de tous ses « faux amis » qui les/nous manœuvrent et les/nous envoient sur de fausses voies.

Deux niveaux de manœuvres sont effectivement en marche : recomposer la gauche au niveau politique et revaloriser le rôle des syndicats.

1 / "Nuit debout", **une tentative de recomposition de l'extrême gauche...**

Imaginé fin mars par le journaliste François Ruffin⁵ et ses amis afin de permettre la «convergence de luttes dispersées», le mouvement "Nuit debout" connaît actuellement un succès inespéré. La première occupation de place s'est déroulée le 31 mars, à l'issue d'une journée de manifestation contre le projet de loi El Khomri. Elle s'est développée dans de nombreuses villes et même au niveau international.

En réalité, c'est une tentative de rouler pour Mélanchon⁶.

Ruffin «ne cache pas le soutien de la rédaction (de Fakir) à Jean-Luc Mélenchon, qui a fait l'objet d'un vote interne. «L'avenir du journal est lié à la situation politique. Si aucune opposition de gauche ne naît, on fera le dos rond, raconte-t-il. Notre objectif, c'est que des personnes en France se sentent soutenues. » (**Le Monde** du 15 février 2013).

A un moment où la « gauche » ne fait plus rêver, se retrouve nue, où personne ne croit plus en rien, toutes les aventures sont possibles. Cette fraction de la bourgeoisie derrière Ruffin cherche à nous vendre de vieilles recettes et ce qui s'est passé en Espagne avec Podemos et en Grèce avec Syriza. Pour l'instant le langage est très radical, on ne fait plus confiance en la démocratie classique, dans tous les hommes politiques « corrompus », mais demain....

5 François Ruffin, (1975) journaliste français. Il est le fondateur et le rédacteur en chef du journal *Fakir*. Il écrit aussi dans *Le Monde diplomatique*. Il participe pendant sept ans à l'émission *Là-bas si j'y suis*. En 2015, il réalise son premier film, *Merci Patron !*, film critiquant Bernard Arnault.

6 du *Parti de Gauche* qui est actuellement en déconfiture.

2 / La CGT surfe sur la vague.

Le développement actuel de la lutte sur le terrain des entreprises a été préparé depuis quelques semaines. La CGT adopte maintenant un langage radical et pousse à la lutte même violente et radicale alors qu'elle aurait pu avoir ce langage il y a déjà 2 mois quand elle organisait des journées d'action à répétition avec une semaine de délai entre chacune d'elles. La lutte était toujours pour demain, en fait ce demain c'était pour quand le mouvement aurait été épuisé.

Ainsi dès le 21 avril, il a été relaté dans **Street press** :

(cf : <http://www.streetpress.com/sujet/1461233022-ruffin-fakir-bourse-du-travail-debout>)

«Vêtu d'un T-shirt « I love Bernard Arnault », (François Ruffin) appelle à faire « un gros coup » le 1er mai, en opérant une jonction entre Nuit Debout et les syndicats. Sur l'estrade, plusieurs responsables de Sud ou de la CGT ont déjà répondu à son appel. « Il n'y a que comme ça qu'on pourra faire la grève générale », estime l'un d'entre eux. »

Et que voit-on aujourd'hui ?

(<http://yetiblog.org/index.php?post/1807>)

« Dix raffineries sur dix bloquées, dockers, postiers, cheminots, ouvriers du transport aérien, sortant des limbes où les médias pensaient les avoir cantonnés, pour aller secouer les plumes à un pouvoir décontenancé et se rappeler au bon souvenir d'une opinion éberluée. Vous avez dit 36 ? Vous avez dit 68 ?

On avait dit il y a quelque temps que si la Nuit-debout parvenait à rallier les ouvriers, ça ferait mal. C'est fait. » (....)

« Comme tout un chacun, je fais moi aussi partie des « usagers pris en otages ». Mais je peux vous dire qu'en ce qui me concerne le syndrome de Stockholm (empathie, voire franche sympathie des otages pour leurs ravisseurs) fonctionne à plein.

Une dernière chose : j'ai souvent dit — et je ne le regrette pas dans le contexte d'alors — pis que pendre de la CGT. Or voilà la vieille centrale syndicale qui pilote ce mouvement d'insurrection ouvrière radicale de main de maître. Allez-y, les gars, il est des situations où j'adore qu'on me donne tort. » (souligné par nous).

Et voilà, la supercherie est parfaitement bien décrite ici même. "Nuit debout" qui critiquait tout establishment: partis et syndicats traditionnels, se trouve devant jouer le rôle de rabatteur pour la CGT et de redorer le blason du syndicat.

Oui, il faut lutter.

Oui mais en ne se laissant pas encadrer, ni par les manipulateurs de "Nuit debout", ni par les syndicats qui depuis de nombreuses années nous essoufflent et détruisent nos luttes d'accord en réalité avec l'État pour faire passer ses mesures.

Prenons nos luttes en main, organisons-nous en comités de grève et coordinations. Ne faisons confiance qu'en nous-mêmes et à nos propres forces.

Aurélien (26/5/16)

Le Site Internet de la TCI :
www.leftcom.org

Qu'exprime 'Nuit debout' ?

Indépendamment de l'utilisation et du détournement de "Nuit debout", ce phénomène est le signe du cheminement souterrain d'une certaine réflexion et de la nécessité de lutter contre la gravité de la situation politique, économique, sociale, écologique par certaines fractions de travailleurs, de chômeurs, de la jeunesse en voie de prolétarianisation, etc....

Importance du contenu des préoccupations exprimées.

Quelles que soient les manœuvres orchestrées autour de Ruffin, de l'économiste alter-mondialiste Lordon et d'autres qui ont impulsé au départ et continué à entretenir les rassemblements de rue, la persistance du phénomène et le contenu des préoccupations qui s'y expriment, montrent que "Nuit debout" est (pas toujours mais souvent) le terrain d'authentiques discussions sur des questions de classe tout aussi fructueuses que celles qui peuvent se mener à l'occasion de manifestations et de grèves, d'occupations, de blocages.

Il faut bien sûr ne pas surestimer ce "phénomène" mais du fait d'un certain nombre de caractéristiques, il devient un point d'appui pour les luttes présentes et futures et de référence par :

- la recherche de comment lutter et comment s'opposer aux nouvelles attaques contre les travailleurs.
- le fait d'être le premier acte, depuis longtemps, pour essayer d'arrêter l'offensive généralisée de la bourgeoisie qui perdure au moins depuis une vingtaine d'années contre les travailleurs et, en ce sens, il est la première tentative de reprendre l'initiative de la rue contre le rouleau compresseur de la bourgeoisie conquérante.
- l'existence d'un extraordinaire vent de contestation de tous les pouvoirs politiques, économiques, etc.... et des médias contre la fausse démocratie qui nous est imposée.
- un début de contestation des manœuvres politiques des différentes composantes occultes de l'encadrement même de "Nuit debout". Elle est assez apparente et partagée dans beaucoup de débats notamment dans certains des forums de l'"éducation populaire". On constate la déception, la méfiance, et quelques haines aussi, à l'égard des "faux amis" qui essaient de manœuvrer et d'envoyer sur de fausses voies.
- la qualité des discussions, sur des questions aussi diverses que les leçons de la Commune de Paris (en lien avec les questions posées aux mobilisations actuelles), le féminisme, violence non-violence, la loi travail, quelle société post-capitaliste, etc....

Après l'ambiance de plomb des rues du Paris post-attentats, ces rassemblements ont jusqu'à présent manifesté une réponse et une dénonciation **en acte** de "la fausse démocratie qui nous est imposée", mettant à bas **en acte** également la fausse "union nationale" contre le terrorisme dont on nous a bassiné les oreilles depuis les attentats de janvier puis de novembre 2015.

Premières leçons à tirer de ce mouvement et des mobilisations qui vont certainement se poursuivre et perdurer sous d'autres formes.

– le retour au premier plan des luttes sociales (ce qu'on n'avait pas vu depuis 2010 en France) et coup d'arrêt à l'ambiance d'"union nationale" contre le "terrorisme".

– le développement partout de "prises de parole", et élargissement des préoccupations largement au-delà de la seule loi « travail », sur les perspectives sociales. Bien sur ces "prises de parole" ne sont pas suffisantes, mais elles permettent de chercher collectivement des moyens de compréhension et d'action qui sont absolument nécessaires pour toute perspective de luttes et d'extension des luttes.

– la mise en avant de la question de l'occupation de la rue, des places, etc.... à côté de la lutte pour des assemblées générales et populaires, des comités de lutte, de grève et des coordinations. La question des rassemblements de rue est aussi importante pour le combat que les rassemblements sur les "lieux de production". De même que les syndicats ne sont pas la même chose que les assemblées générales des travailleurs, même si ce sont eux qui y appellent formellement, les encadreurs de "Nuit debout" ne sont pas la même chose que les rassemblements de rue...

Significations plus générales des assemblées de rue

En ce sens pour que se développe une réflexion et des discussions politiques ouvertes sur notre situation, il faut utiliser le cadre même limité, imposé et bien délimité de 'Nuit debout', ou alors il faut appeler aussi à désertter les cadres limités, imposés et bien délimités des assemblées des syndicats dans les entreprises...

Au contraire de ceux qui pensent que les assemblées qui ont resurgi à plusieurs reprises ces dernières années (on pourrait dire "les mouvements de places" – Taksim, Tahir, Wall Street, Indignados...) sont surtout l'expression des "illusions démocratiques" et des "manœuvres contre la classe ouvrière", ou que ce sont des lieux "interclassistes", elles sont le produit du besoin des luttes et de débats dans la classe ouvrière. Elles sont d'autant plus importantes dans un contexte de chômage massif et de la mondialisation actuelle qui pulvérise pas mal des conditions antérieures des luttes des classes, en particulier les "lieux de production" de "la classe ouvrière". La composition des participants à "Nuit debout" n'est pas la "petite bourgeoisie salariée" (comme le théorisent maintenant certains groupes) mais majoritairement des éléments de "la classe ouvrière", même si ses protagonistes ne se conçoivent pas eux-mêmes comme tels. Et ce type de rassemblement aura eu aussi le mérite par rapport au terrain des "entreprises" d'exprimer une mise en question du catégoriel et du corporatisme, un encouragement à aller au-delà, à développer la solidarité. Même si ces mobilisations finissent par se dissoudre dans les jours qui viennent, elles méritent d'en tirer déjà ces quelques enseignements pour les futures luttes.

Pool

Déclaration de la TCI sur les grèves et mouvement en France

Depuis quelques mois les travailleurs français se sont mis en grève, ils manifestent dans les rues et organisent des réunions sur des places publiques contre la nouvelle loi Travail. Ce qui est frappant sur la loi El Khomri (du nom du Ministre du Travail), surtout en comparaison avec le reste de l'Europe, ce n'est pas son contenu, mais la réaction qu'elle a provoquée parmi de larges secteurs de la classe ouvrière et ce que l'on appelle la «société civile», c'est-à-dire les étudiants et les couches importantes de la petite bourgeoisie en déclin qui a principalement commencé pendant les meetings nocturnes de "Nuit debout".

Bien que commencé comme initiative politique du réformisme radical (alter-mondialisme, trotskysme et stalinisme « recyclés », «Un autre monde est possible», pacifisme, etc.), ainsi définie par la présence généralisée d'illusions typiques de cet environnement, il ne peut être considéré comme le résultat de manœuvres de réformistes désireux de conquérir la scène politique.

"Nuit debout", comme mouvements des "places" (Tahrir, Taksim, etc.) qui sont apparus ces dernières années (en Grèce, le Printemps arabe, Espagne ...), en dépit de confusions et d'une énorme faiblesse politique, est clairement une expression d'un malaise social profond. Il représente le rejet instinctif de la façon dont la société contemporaine fonctionne essentiellement. Il est le reflet de la nouvelle composition de la classe ouvrière forgée dans les bouleversements produits par des décennies de crise et de restructuration. C'est maintenant le mélange de travailleurs occupant des emplois manufacturiers traditionnels avec ceux du secteur des services depuis les employés des magasins à ceux des secteurs technologiques. Parallèlement à la précarisation du travail qui rend les conditions de travail temporaires et à court terme (contrats zéro heure, etc.), nous avons également assisté à la «prolétarisation» de ce qui était autrefois considéré comme «des professions ou métiers» et l'augmentation massive du chômage des diplômés. De nombreux travailleurs ont été forcés (contre leur gré) à devenir des travailleurs autonomes (auto-entrepreneurs) survivants avec de plus faibles revenus que ceux de leurs emplois précédents, tandis que beaucoup au sein de la petite bourgeoisie traditionnelle sont eux aussi confrontés à la "prolétarisation". Tous connaissent de pires conditions de vie et de travail (salaires, heures, «garanties» ou «droits» du travail) au cours des 40 dernières années et en particulier dans la dernière décennie. Cette nouvelle génération de prolétaires trouve plus difficile de combattre ensemble que par le passé, car elle est fragmentée dans des lieux de travail dispersés et plus petits, ils sont souvent sous-payés et constamment sous le chantage de menace de licenciement. Cette composition sociale, provoquée par les changements dans l'économie en général, pousse à faire s'exprimer le mécontentement et la colère dans les rues ou sur les "places". Cela ne signifie pas que le lieu de travail (de tous types) prenne une fonction secondaire ou ait perdu son rôle stratégique central dans la lutte de classe révolutionnaire. Le lieu de travail est l'endroit où l'élément vital du capital, la plus-value est extorquée et cela n'a pas changé. En fait, la confusion politique des mouvements de

rué et des "places" est due au fait, que beaucoup de ceux qui rejoignent les rangs du prolétariat, ne reconnaissent pas encore ce fait. C'est cette condition de fragmentation objective de notre classe, ainsi que l'absence de la classe ouvrière et d'un point de ralliement révolutionnaire qui rend si difficile la relance de l'anticapitalisme.

Les innombrables changements dans l'organisation de la production (et de la distribution), l'attaque frénétique de la bourgeoisie sur la «vieille» et «nouvelle» classe ouvrière, vont de pair avec la campagne politique et idéologique systématique visant à présenter l'effondrement de l'ancienne URSS, qui n'a rien à voir avec le socialisme, comme la fin de tout espoir pour un monde différent et meilleur sous le nom de communisme. L'URSS auparavant, comme la Chine d'aujourd'hui, était une forme de capitalisme d'État. Même ainsi, les "nouveaux" prolétaires trouvent qu'il est difficile de se percevoir eux-mêmes comme faisant partie de la classe ouvrière. Au lieu d'opposer leurs intérêts inconciliables à la société capitaliste elle-même, société qui ne peut être réformée, mais uniquement détruite, ils s'opposent seulement contre tel ou tel aspect de la société bourgeoise (la domination de la finance, les diverses formes d'"injustice sociale", l'oppression du "genre", la dévastation de l'environnement et de la nature, les guerres, etc.).

Dans ces circonstances, l'on ressent le besoin d'un centre d'attraction de classe, un parti révolutionnaire, pour organiser et donner une direction au mécontentement social profond contre le capitalisme et pour le renverser. Sans lui, encore une fois, toute expression de protestation ou de révolte sociale est inévitablement réabsorbée ou défaite par le système ; c'est une défaite stérile, à partir de laquelle le prolétariat ne peut tirer aucun enseignement pour la reprise future de sa lutte contre le capital, alors que le capital continue d'avancer comme un rouleau compresseur sur la classe ouvrière dans son ensemble.

En fait, la "loi travail" ne diffère pas, en substance, et souvent dans ses mesures spécifiques de celles que tous les gouvernements quelles que soient ses allégeances politiques, ont mis en place à travers l'Europe (pour rester au vieux continent) depuis au moins un quart de siècle. Il s'agit, bien sûr, de rendre le marché du travail plus «flexible», plus «productif» pour les besoins de toutes les entreprises (privées ou «publiques»), afin d'éliminer autant que possible tout obstacle à l'extorsion de plus en plus de plus-value. Autrement dit, les lois de l'époque antérieure qui "limitée" et "réglementé" encore largement l'exploitation des travailleurs, étaient alors plus tolérable avec le capitalisme. La profonde crise du système économique mondial rend les patrons "méchant", elle les incite à faire pression sur leurs gouvernements pour éliminer tout ce qui empêche l'extraction et la réalisation d'un bénéfice «équitable». Ils entendent par là un profit qui est suffisant pour la composition organique du capital actuel, pour les investissements nécessaires pour la poursuite du processus d'accumulation, et la faim insatiable de la spéculation financière anormale qui non seulement s'approprie une grande partie de la richesse produite par la

classe ouvrière, mais encore hypothèque l'avenir. En bref, derrière la guerre de la bourgeoisie contre le prolétariat et les couches sociales qui lui sont le plus proche, il n'y a pas seulement des facteurs sociaux, mais aussi une des crises les plus graves du capitalisme, dont les guerres impérialistes, avec leurs tragiques "effets secondaires" tels que le vol de millions d'êtres humains dans des conditions désespérées, est "seulement" le revers de la médaille.

Le Welfare est terminé, c'est le temps du workfare. En d'autres termes, et fi du charabia politique bourgeoise, le prélèvement obligatoire sur les salaires différés et indirects doit s'intensifier. Cependant de moins en moins de ces taxes sur les salaires vont aux services sociaux (retraite, santé, éducation, etc.), tandis que de plus en plus de ces dernières sont aspirées par les «institutions» économiques et financières de la bourgeoisie, ou plutôt par les entreprises où qu'elles soient. Les subventions aux chômeurs distribuées sans discernement et presque indéfiniment (comme les capitalistes le font) doivent être coupés: toute personne au chômage doit démentir la suspicion «légitime» d'être «un embusqué» et doit accepter n'importe quel emploi, salaire, heures – même si cela complique grandement son / sa vie et rabaisse ses qualifications - ou risque de perdre ses prestations. Même les faibles obstacles à la puissance écrasante du patron en «usine» doivent être mis au rebut: qu'un licenciement soit juste ou non, n'a aucune importance aux yeux du droit bourgeois; pour sauver les apparences et en accord avec la logique dominante du marché, ces vétilles sont assez pour se débarrasser de ceux qui ne sont plus considérés comme aptes à prêter leur force de travail à la communauté de travail autoproclamée, surtout quand la lutte démontre la tromperie de cette " communauté" fondée sur l'exploitation, et donc sur l'irréductible opposition entre exploités et exploités.

Les conventions collectives doivent maintenant prendre la deuxième place par rapport aux accords d'entreprise (régionaux, locaux ...) parce qu'ils sont plus flexibles en fonction des besoins de l'entreprise, afin de s'adapter plus rapidement et promptement aux fluctuations à la hausse et à la baisse du marché dans une période d'incertitude. C'est facile de le comprendre, en particulier dans les petites entreprises - la majorité, partout - où le contrôle des patrons est plus direct, où la syndicalisation est plus faible (en laissant de côté toute appréciation des syndicats), où, dans de nombreux cas, il n'y a pas de contrat. Là où il existe déjà, il est généralement pire que les contrats nationaux qui ne sont déjà guère généreux. En outre cela affaiblira le sentiment d'appartenance à une seule catégorie (sinon classe) en encourageant le développement d'un corporatisme égoïste et étroit d'esprit, moins ouvert à la solidarité avec les autres travailleurs. Dans une période historique antérieure lorsque la classe était moins passive et plus encline, pour ainsi dire, aux conflits sociaux, la négociation collective est apparue aux yeux de la bourgeoisie comme un moindre mal. Elle l'a même accepté comme un élément utile dans sa planification économique général - d'autant plus si les indices du taux de profit ne sont pas à la baisse. Cependant, aujourd'hui les difficultés du processus d'accumulation et le "silence" important de la classe (en partie produit de ces difficultés) poussent le capital à accélérer son attaque globale des conditions de vie du prolétariat. La loi sur l'emploi en Italie, la "loi travail" en

France, la loi Peeters en Belgique, et auparavant, le thatchérisme au Royaume-Uni et la loi Hartz IV en Allemagne, juste pour nous rappeler quelques-unes des étapes de la «via dolorosa» de la classe ouvrière, toutes vont dans la même direction.

Est-ce le plus controversé ou, au contraire, le point central et indispensable pour les patrons français, l'article 2 de la loi "Travail" ne ressemblent-ils pas à certaines lois adoptées par les gouvernements d'autres pays, qui permettent des exemptions – pour aggraver les conditions – par rapports aux conventions nationales? Partout, loi après loi, se confirme et s'accélère la tendance générale à l'aggravation des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. C'est écrit dans l'ADN du processus d'accumulation du capitalisme, qui, après avoir atteint une composition organique du capital élevée, est contrainte de mettre davantage l'accent sur les armes, à tort considéré par beaucoup comme un héritage marginal du passé du capitalisme, à savoir la dévaluation de la force de travail (c'est-à-dire les salaires à la baisse) et l'allongement (et la vie) du temps de travail; en bref, l'extorsion de la plus-value absolue.

De ce point de vue, il n'y a donc rien d'étonnant à la conduite du gouvernement français. On ne peut en dire autant pour le comportement des principaux (pas tous) syndicats français, dirigés par la CGT, du fait du mouvement qu'ils ont commencé. Cette attitude est très différente du comportement de nombreux autres syndicats; et même de la CGT dans les années précédentes. Ainsi assisterions-nous à un changement radical de la CGT ou à la conversion du syndicalisme français à une perspective révolutionnaire? Rien de tel, bien sûr.

La CGT en France, depuis des années, est une véritable institution de l'État bourgeois et souhaite le rester. Le comportement récent de la CGT n'est pas tellement dicté par une plus grande sensibilité de sa part à la défense des intérêts des travailleurs, mais est essentiellement due à deux facteurs différents. Premièrement, la CGT craint la perte d'éléments importants de son pouvoir du fait de la nouvelle loi (avec tout ce que cela implique en termes d'intérêts économiques). Deuxièmement, elle doit gérer la colère de larges secteurs de la classe ouvrière qui ne veulent pas accepter passivement la réforme, et doit contrôler la pression de certains segments de la classe (jeunes craignant un avenir incertain) prêts à se mobiliser au-delà de ce que la CGT elle-même souhaiterait. Ces deux aspects ont conduit, et un peu forcé, la CGT vers des actions plus radicales, toutefois, celles-ci vont à côté de déclarations récentes de discussions avec le gouvernement à propos d'actes de répression à l'égard des éléments "hors contrôle".

Nous pouvons compter de façon encore plus décisive, bien sûr, sur la conversion supposée de la CGT envers toute «perspective révolutionnaire». Mais une telle conclusion vaut pour tous les syndicats. Le syndicat par sa nature même est l'organisme qui négocie le prix de la force de travail, donc cela dépend du capitalisme, et non pas de son renversement. L'histoire du syndicalisme, et pas uniquement en France, le confirme. La direction d'une lutte la caractérise politiquement ainsi que ceux qui la mènent; les syndicats cherchent non seulement le retrait ou la modification de la loi El Khomri, mais aussi une politique

de réformes, certainement incompatible avec l'état actuel du capitalisme. Auparavant, en France, il y eut tous azimuts des grèves et de vastes mouvements de protestation (1995, 2006), mais, s'ils ont temporairement ralenti les attaques de la bourgeoisie (ce qui n'est pas le but en soi), ils ne les ont pas arrêtées et ils ont très peu semé - à notre connaissance - la conscience de classe révolutionnaire. La grande détermination à combattre avec abnégation du prolétariat français fut alors, après tout, menée par les syndicats, tout comme cela se passe cette fois encore. Le syndicat ne déroge, en liaison avec sa tradition stalinienne, au soutien des forces de l'ordre bourgeois dans la lutte contre certains éléments combattifs et d'opposition, au sein du syndicat lui-même et dans les manifestations.

Bien sûr, nous ne pensons pas que tout ce qui se passe est tout simplement l'œuvre d'un plan préconçu des syndicats, même si l'approbation de l'article 2 - comme nous l'avons déjà dit - pourrait lui causer des problèmes et l'affaiblir davantage. Il y a beaucoup de colère sociale ; il y en a de plus en plus, mais jusqu'à maintenant, elle s'est exprimée principalement au niveau syndical, elle a été saisie et dirigée par les syndicats majoritaires (CGT, FO) et le syndicat dit alternatif (SUD). Malgré la méfiance et malgré le désenchantement par rapport au syndicalisme, il continue d'être le point de référence des explosions sociales organisées et de la colère.

La question est que ces vagues de protestation s'échouent dans la médiation ; il est facile de voir que la plus grande «flexibilité» et l'appauvrissement global de la nouvelle classe ouvrière va s'accélérer en France, comme dans le reste de l'Europe avec le découragement, la fragmentation et la dispersion qui suivra toute défaite. Il est devenu de plus en plus important pour les communistes d'intervenir dans ce genre de situations, de soutenir le mouvement général vers la maturation de la conscience de la classe révolutionnaire et d'agir en tant que pôle d'orientation capable de regrouper autour du squelette d'une organisation révolutionnaire préexistante et basée sur une perspective internationaliste.

Le populisme et le mécontentement ? L'élection présidentielle

Le mécontentement....

Le mécontentement s'accroît indéniablement parmi les prolétaires. Mais de ce point de vue, le mouvement contre la loi El Khomri tel qu'il a été organisé et dirigé par l'Intersyndicale a bien servi la défense de l'ordre bourgeois ; il a fait office de soupape de sécurité pour que s'échappe une partie de ces tensions. A nouveau toute une partie des participants tirera la leçon que les «luttés» sont condamnées à l'échec et non pas que c'est l'orientation du mouvement qui a conduit à l'échec. L'Intersyndicale et en particulier la CGT, aidée en outre par les attaques de la presse et de politiciens bourgeois (cette campagne qui était en fin de compte modérée avait aussi ce but-là), en ressortent en effet avec une légitimité renforcée aux yeux des travailleurs.

Et ce mécontentement s'exprime dans toutes les directions contradictoirement et sans principes. Pour certains le Brexit, l'élection de Trump, etc... font partie de ce

Nous soutenons la lutte de la classe ouvrière française, mais en même temps, nous l'avertissons des pièges du syndicalisme, sur son opportunisme à la fois ancien et nouveau ainsi que sur les exigences de la petite bourgeoisie, parce que la seule alternative se trouve toujours dans le renversement final du patronat dans son ensemble et dans une nouvelle forme d'organisation sociale fondée sur le pouvoir entre les mains des travailleurs. La Commune de Paris nous a montré la voie à suivre en 1871.

Les luttes vont et viennent. L'évaluation de leurs gains est toujours difficile, mais si la classe ouvrière ne fait pas de gains à la fois en termes d'organisations de classe tels que les assemblées et des comités de grève et de conscience politique, elles ne laisseront aucun héritage. Et dans le reflux inévitable que suit les vagues révolutionnaires de lutte les révolutionnaires doivent garder en vie la conscience politique au sein de la classe ouvrière, non seulement en diffusant les leçons de la dernière lutte, mais toute l'histoire du mouvement révolutionnaire. Ils ont comme but la construction du parti politique de la classe ouvrière à l'intérieur des mouvements sociaux. Il est l'outil indispensable pour relancer concrètement la lutte anticapitaliste. Dans ces moments, l'organisation peut et doit mûrir et devenir assez fort pour être en mesure de devenir un véritable parti politique de la classe et le corps capable d'ouvrir la voie au renversement de l'ordre capitaliste : c'est-à-dire amener la lutte des classes de la défense de ses intérêts immédiats à l'affirmation d'un monde nouveau et enfin de transformer la crise capitaliste vers le dépassement historique du capitalisme lui-même. Telle est l'issue politique en face de nous.

La *Tendance Communiste Internationaliste* travaille dans la perspective de la construction et du développement d'une organisation révolutionnaire enracinée dans la classe ouvrière internationale. Ce n'est pas une tâche facile, à court terme, bien sûr, mais nous devons nous y atteler.

**Si vous voulez en finir avec ce monde inhumain,
rejoignez-nous !**

phénomène, et pose problème aux médias aux ordres, aux « bobos », etc... C'est certainement une difficulté.

Mais pour la bourgeoisie, il n'en est rien, elle saura s'en accommoder et même en jouer pour encore plus mystifier et déstabiliser les classes populaires.

En ce moment la France est rentrée dans une phase préélectorale et tout le monde est déstabilisé : la droite a choisi un candidat : François Fillon, il est immédiatement critiqué par son camp. La gauche « socialiste » joue à sa disparition et fait monter les enchères parmi son électorat. L'utilisation du populisme.

Trois candidats « populistes » ont le vent en poupe : Marine Le Pen, Macron et Mélenchon ce qui finit de perturber les bonnes âmes. Bien joué ! Tout est fait pour ramener les électeurs et la classe ouvrière vers les élections et le cirque électoral. Une campagne électorale qui s'annonçait triste et déplorable s'est vite transformée en un spectacle populaire

et aussi intéressant qu'un match de foot. Les paris sont ouverts !

Ce n'est pas cette année électorale que l'on verra se développer des luttes sociales, Ouf, la bourgeoisie va encore passer une année tranquille.

Le mécontentement n'a jamais été une solution.

Le prolétariat est-il de droite ?

Dans les années 1980 et 1990, c'était la mode de dire que la classe ouvrière n'existait plus, qu'elle était un fait résiduel, les derniers restes d'une époque révolue en voie de désagrégation rapide.

Cela a commencé au milieu des années 1970 et s'est poursuivi avec la restructuration dans les usines, la réduction progressive et inexorable de l'emploi sous la pression impitoyable de la crise, de l'innovation technologique – le micro-processeur, l'informatique – qui accélèrent le phénomène plus que jamais en cours de la délocalisation là où la force de travail coûtait (et coûte toujours) beaucoup moins cher et où la dictature patronale n'avait aucun (n'a toujours aucun) de frein, pas même de façade. Les médias de masse et les “ éditorialistes ” s'époumonaient à prédire tous les jours avec un zèle religieux inspiré directement du Marché-dieu, la nouvelle “ vérité ” (très discutable) selon laquelle l'opposition entre ouvriers et patrons – bref la lutte de classe – n'était plus de mode même si elle avait pu, peut-être, avoir quelques réalités au dix-neuvième siècle, mais certainement pas dans les dernières années du vingtième et encore moins dans le nouveau millénaire. Les sociologues, les “ éditorialistes ” et, au premier rang, les politiciens classèrent la classe ouvrière, que ce soit les “ cols bleus ” au sens étroit du terme ou les autres secteurs qui se sont considérablement développés dans la deuxième moitié du siècle passé, dans la catégorie beaucoup plus large et rassurante (pour les idéologues bourgeois) de la soi-disant classe moyenne. Une catégorie sociologique qui, en voulant tout dire, ne dit rien. Et dont le critère unitaire qui vise à mettre dans le même sac des situations de travail et des revenus très divers, était celui de la “ garantie ” du poste de travail et d'un salaire au-dessus du seuil de pauvreté. Il était, ou mieux, il est évident que le concept de classe moyenne ainsi compris intègre, une part significative, si ce n'est la plus grande partie, des “ cols bleus ” et des employés du tertiaire qui peuvent (ou pouvaient) se vanter d'avoir un niveau de vie supérieur à celui des couches les plus basses du prolétariat (du point de vue du revenu), qui peuvent avec peine se situer objectivement dans la “ middle class ” tant par le type d'emploi que par les revenus dont ils disposent.

Comme toute légende qui se respecte, celle qui est résumée ici a aussi une part de vérité. Mais celle-ci est largement déformée par les faiseurs d'opinion de la bourgeoisie et mélangé, pour faire bonne mesure, à une dose abondante d'authentique invention ou de mensonges.

Aujourd'hui, après l'élection de Trump et l'avancée électorale indiscutable de la droite fascistoïde en Europe (y compris en Italie), les trompettes de la bourgeoisie sont en train d'édifier une autre légende même si, malheureusement, elle correspond certainement plus à la réalité que la précédente.

Il va falloir exprimer ce fort mécontentement si l'on veut se débarrasser de nos bourreaux. Leur cirque ne peut plus nous faire rire.... Ils n'ont plus rien à dire et à faire que nous exploiter encore et encore.

Que racontent les “ experts ” de tous les journaux et des chaînes de télévision les plus importantes, sur les sites et les blogs qui pullulent sur les réseaux ? Que le prolétariat, et en particulier la classe ouvrière auparavant avec un “ statut garanti “, durement frappée par la soi-disant globalisation et parcourue d'une inquiétude profonde, vote au troisième millénaire pour la droite dite populiste, de type nazi-fasciste plus ou moins relookée. Une des plus importantes racines de ce mal-être social se trouve dans les grosses vagues d'immigration ¹ perçues comme devant s'approprier indûment des parts significatives de “ l'état social ” (santé, assistance et jusqu'à des subventions directes), immigrés avec lesquels ils devront partager les miettes de l'“État providence ” – financées par des retenus sur la feuille de paye et des taxes – toujours plus anémiques. Il est hors de doute que le phénomène existe et, à la limite, il n'est nul besoin d'analyser l'évolution des votes électoraux : il suffit d'écouter les discours entre collègues de travail, dans les salles d'attente des médecins, aux caisses des super-marchés ou dans tout autre lieu public. Il n'est pas rare d'entendre débiter des lieux communs sur les supposés nombreux privilèges des migrants, sur les dangers qu'ils amènent, sur le caractère voleur de la classe politique (sans aucun doute vrai...), sans lesquels et sous la direction des “ véritables représentants ” du peuple, les choses iraient mieux, la crise passerait et le futur redeviendrait souriant non sans avoir d'abord fait justice sommaire aux politiciens sanguins. Évidemment il s'agit “ d'analyses ” dans lesquelles la vision de classe est absente ou se présente – quand elle se présente – défigurée, dénaturée par le poison de l'idéologie bourgeoise dans sa version la plus grossière, nourrie par un milieu encore plus toxique du fait de l'absence de point de référence politique anti-capitaliste. Les vagues expressions d'anticapitalisme produites par la colère – en soi plus que légitime – de secteurs croissants du prolétariat, sont reprises et réutilisées à la mode traditionnelle par la droite fascistoïde qui, naturellement, une fois au gouvernement, se garde bien de mettre en pratique ces mesures brandies durant la campagne électorale pour la protection du “ peuple ” ou des classes sociales les plus pauvres et contre lesquelles pleuvent encore plus fortement des coups brutaux comme cela a toujours été le cas du capitalisme et de la bourgeoisie. Bourgeoisie dont les politiciens non seulement font partie – ou le deviennent – mais qui appartiennent aux couches les plus hautes. Sans les instruments du marxisme, il serait impossible de comprendre pourquoi une partie de ceux qui sont frappés le plus durement par les politiques menées pour faire face à la crise, “ choisissent ” leurs propres représentants parmi les milliardaires comme Berlusconi ou Trump, confient leur propre colère “ anti-

¹ Que se soit vrai, présumé ou exagéré n'est pas important, rajouterons-nous.

système ” à des personnages comme Salvini qui n'ont jamais travaillé de leur vie, ni pensé aux fins de mois, mais passent leur existence leur derrière assis sur tel ou tel fauteuil institutionnel (conseillers municipaux, députés nationaux ou européens) : des gens, en somme, qui font partie du système jusqu'à la moelle et même au-delà.

Que des parties croissantes du prolétariat et de la petite-bourgeoisie déclassée aient vécu et soient en train de vivre un processus de “plebéisation”² est, comme nous disions, un fait vérifié par l'avancée électorale des formations fascistoïdes même dans les vieux bastions “rouges”³ des grandes villes européennes. Mais à côté de ce phénomène, il en est un autre beaucoup moins relevé que le premier par les médias. Il s'agit tout simplement de l'augmentation de l'abstentionnisme d'une rive à l'autre de l'Atlantique. Cela est vrai pour les présidentielles américaines tout comme, pour citer un exemple “domestique”, aux élections communales de Monfalcone du 1er novembre, ville avec une forte présence ouvrière “indigène” et immigrée. L'abstentionnisme a flirté avec les 50% laissant gagner une liste de droite : on peut penser qu'au moins une partie significative de l'électorat prolétarien, d'abord orienté à “gauche”, mais non sans raison déçu par ses anciens “représentants” qui l'a découragé, ait renoncé à participer à

² On se réfère à la classe inférieure de la Rome antique qui constituait la majeure partie de la population. Il survivait, dans l'indifférence politique, grâce aux distributions gratuites de pain de l'empereur qui le distrayait avec les spectacles tout aussi gratuits de cirque utilisés par l'État comme moyen pour étourdir la conscience et contrôler une masse potentiellement dangereuse, mais dans les faits totalement soumise au système de domination en vigueur. Cette masse de manœuvre pour celui-ci ou ses dirigeants politiques, bien sûr riches, n'a jamais joué de rôle politique indépendant et, en fin de compte, s'est solidarisée avec ceux qui la dominaient pour l'écrasement et l'oppression des esclaves et des populations tributaires de l'État romain.

³ C'est-à-dire ceux des partis social-démocrates et stalinien d'autrefois.

l'arnaque du jeu électoral. L'examen des données électorales des présidentielles américaines dit *grosso modo* la même chose : c'est l'abstentionnisme “populaire” tendanciellement “de gauche”, donc en grande partie prolétarien, qui a puni une candidate, Clinton, qui s'est toujours affichée avec une certaine arrogance comme faisant partie des fameux “1%” les plus riches⁴).

Le dégoût vis-à-vis de la société capitaliste – bien qu'exprimé de manière confuse et contradictoire – constitue un potentiel énorme pour l'avant-garde communiste et un facteur d'inquiétude pour la bourgeoisie qui, d'habitude, essaie de détourner le malaise social croissant par la désorientation des masses au moyen de fausses informations pour désamorcer le matériel explosif – jusqu'à présent seulement potentiel ajoutons-nous – qui est en train de s'accumuler.

L'abstentionnisme est un premier pas, nécessaire, mais insuffisant. Si voter ne sert à rien, ne pas voter n'est pas suffisant, car le système bourgeois n'est en rien affaibli par une baisse de la participation électorale et même il peut en tirer avantage. Si la méfiance créée par les désillusions et la colère ne se transforme pas à son tour en une action pratique de masse, sur le terrain de classe, anti-capitaliste – seule attitude pour être vraiment anti-système –, sur le lieu ou les lieux de travail “intermittents”, sur les places, dans les écoles, rien ne changera. Au contraire, la bourgeoisie, ses expressions (qu'elles s'appellent Union Européenne, fronts nationaux ou autres...), continueront tranquillement à nous jeter – nous, les prolétaires – dans le hachoir pour nourrir le système qui ne peut survivre qu'en nous massacrant. Toutes les voies, “démocratique” ou “national-populiste”, ne sont qu'un mensonge infâme et tragique.

Celso

⁴ cf. l'article sur ce site publié le lendemain de l'élection de Trump.

Italie

Deux considérations sur le résultat du référendum constitutionnel

Le “leader minimo” Mateo Renzi [le président du conseil italien] a été battu à plate couture. Cela est dû, bien plus qu'à l'ambiance politique, au nombre de représentants des forces politiques qui ont participé à l'affrontement. Avec la personnalisation donnée par Renzi au référendum sur la modification de quelques aspects de la Constitution, “ou je gagne ou je m'en vais”, l'appel aux urnes a inévitablement pris une dimension politique pour ou contre Renzi lui-même, son gouvernement et son projet pour les réformes faites et à faire. La défaite se juge au nombre car du côté du Non, on trouve ses nombreux ennemis : la Ligue de Salvini [la Ligue du Nord], les Frères d'Italie de Meloni [i Fratelli d'Italia della Meloni], les restes de Forza Italia de Berlusconi réapparu, les centristes de tous genres et le Mouvement des 5 étoiles qui, selon les analystes habituellement bien informés, serait le premier parti d'Italie. En plus, sur le front du Non, se sont ajoutées la minorité du PD [Parti démocrate de Renzi], les différentes formations de la “gauche radicale” et même la CGIL [le principal

syndicat italien] de Camusso-Landini (autre que l'ANPI, l'ARCI, les débris de la gauche improprement appelée “radicale”, dans et hors le parlement, les petits syndicats “alternatifs” jusqu'aux centres sociaux). Si les mathématiques ne sont pas une opinion, les statistiques ne donnaient pas d'issue favorable à Renzi et il en fut ainsi.

Moins prévus étaient les autres épisodes qui sont apparus avec et après le référendum. Le premier est que, bien qu'une partie du pouvoir ait fait campagne pour le Oui, comme la Confindustria [le MEDEF italien], des Centres financiers, la Confédération du commerce, qui espéraient continuer à profiter de la politique de Renzi, le Non a vaincu. Qu'est-ce que cela signifie ? Ça signifie que l'opposition se trouve aussi au sein des centres du pouvoir bourgeois et voyait se ranger sur le front opposé d'autres puissances comme les Régions, surtout méridionales, le monde économique lié à l'industrie d'État et toutes les fractions bourgeoises liées économiquement et politiquement aux combinaisons éprouvées et anciennes de faire des affaires.

Le second point concerne, comme corollaire de ce qui vient d'être dit, le côté transversal de l'univers politique. On retrouve la Droite, la "gauche" et le centre comme facteurs interchangeables, -même si c'est avec des pourcentages différents- au sein des deux côtés. Renzi avec Alfano (l'ex dauphin de Berlusconi de Forza Italia) et Lupi (fin politique de Comunione e Liberazione), ou le PD et le Nouveau Centre Droit. Et de l'autre côté une association variée de personnages à plusieurs titres conservateurs et réactionnaires qui vont de D'Alema à Salvini, des 5 Étoiles aux fascistes déclarés des Fratelli d'Italia.

Le troisième point se rapporte à l'afflux inattendu aux urnes ce qui a soulagé la bourgeoisie italienne au-delà des divisions internes. Même s'il présente un risque, un référendum représente toujours une soupape pour laisser s'échapper la vapeur de la colère et des tensions sociales. Mais s'il est vrai que l'affluence a été au-delà de toute attente, il est aussi vrai qu'il reste une "armée" d'abstentionnistes de plus de 30 % et il est plus que probable que les prochaines élections verront un retour au niveau habituel de la participation, c'est-à-dire bas, comme il en va dans une société en crise économique et en crise d'identité politique. Il est vrai que le refus de vote ne résout rien mais c'est un signal de la méfiance vis-à-vis de la politique, de l'incapacité du système à trouver des solutions qui ne soient pas un matraquage du monde du travail.

Le quatrième point, sans parler de l'opposition bourgeoise qui a occupé toute la période du référendum, désire mettre en évidence que la victoire du Non est aussi à attribuer à un vote de protestation vis-à-vis du pouvoir représenté par Renzi, du PD et de ses réformes (avant le Jobs Act) par rapport à une «astuce» électorale qui n'a pas fonctionné. La crise a créé plus de misère, plus de chômage, plus d'incertitude pour tous mais surtout pour les jeunes dont le taux de chômage de 36 % reste à un niveau insupportable et qui, non sans raison, selon les analystes habituellement bien informés, ou bien n'ont pas voté ou, s'ils l'ont fait, ont voté Non à 80 %.

Nous, nous disons qu'un Non s'imposait plus que jamais mais pas seulement au gouvernement Renzi, pas seulement aux forces politiques de l'opposition, mais au système qui a produit la crise, la paupérisation de millions de familles de

prolétaires, de travailleurs, de jeunes qui, au lieu d'être la meilleure force à utiliser, au lieu d'être une ressource pour la société, deviennent dans le capitalisme en crise un fardeau insupportable, une armée de réserve pour le capital, un instrument d'exploitation facile comme une sorte de travail à "utiliser et jeter".

Le Non ne devrait pas s'exprimer dans les urnes du référendum mais dans les usines, sur les lieux de travail, par les prolétaires exploités, les jeunes sans travail qui n'auront jamais de retraite et à qui le démagogue Renzi a promis 80 euros par mois, avant le référendum, à ceux qui ont des revenus les plus bas qui, avec tant de "subventions extraordinaires" (reçoivent l'équivalent de même pas un paquet de cigarettes par jour), devait satisfaire ses ambitions électorales en créant une base d'assentiment qu'autrement il n'aurait pu avoir dans le secteur du monde du travail. Mais cela non plus n'a pas suffi. Cela ne signifie pas que l'abstentionnisme et le vote Non au gouvernement soit le début d'une reprise de la lutte de classe. C'est seulement le signe d'un mécontentement souterrain qui pour émerger a besoin d'une référence politique de classe, une force partidiste qui ait les moyens et la capacité de représenter une alternative à la crise, au capitalisme qui la provoque, aux divisions internes de la bourgeoisie, aux tentatives toujours bourgeoises de les présenter comme des problèmes nationaux, c'est-à-dire de toute la population, prolétaires compris. Au contraire, plus le prolétariat reste sur le terrain des querelles bourgeoises, dont le référendum constitutionnel n'est qu'une des expressions, plus il est pris par tout le système, par les différentes factions bourgeoises qui s'opposent à la possible rupture de la paix sociale qu'elles craignent tant. Tenter de résoudre les problèmes de la crise, de l'alternance au pouvoir sans que l'adversaire de classe ne surgisse sur le champ de bataille de manière autonome mais derrière telle ou telle faction du capital, c'est déjà une victoire pour le système dans son ensemble. Sous Renzi ou n'importe quelle autre faction d'administration de leur "société", le capitalisme reste avec son fardeau habituel d'exploitation et d'oppression indépendamment du fait que la Constitution change ou reste la même.

Etats-Unis

Les élections américaines : une surprise, oui mais avec beaucoup de confirmations

Trump l'arrogant a battu Clinton l'antipathique. Le populisme d'extrême droite a battu la droite technocratique camouflée sous le masque d'une gauche progressiste. Les discours s'adressant au ventre et à la peur de l'électorat américain ont pris le dessus sur la représentante cultivée de l'establishment. Le populisme a triomphé dans le pilier du capitalisme mondial comme et à la suite d'autres succès de l'extrême droite en Europe occidentale (en France, Scandinavie, Autriche et, en partie, en Allemagne), en Europe de l'Est comme en Hongrie et Pologne, sans parler de la Russie de Poutine, de la Turquie d'Erdogan et de Duterte aux Philippines. On pourrait mentionner aussi la Ligue du Nord en Italie et Brexit en Angleterre.

Tout est normal, alors ? Oui mais seulement en partie, si on ne prend pas en considération quelques aspects spécifiques

qui ont caractérisé l'expérience électorale américaine. Avant tout la crise. Comme pour les pronostics qui donnaient Clinton facile vainqueur des élections, les analystes se sont trompés, quand ils n'ont pas menti frauduleusement sur la supposée reprise américaine. Malgré les milliers de milliards de dollars versés par l'État en faveur des banques et, plus discrètement, en soutien aux piliers de l'industrie, l'économie américaine n'a pas redémarré. La production de l'industrie lourde, en particulier celle de l'acier, continue à diminuer. Le commerce extérieur est depuis des décennies un trou noir qui absorbe les marchandises étrangères, chinoises en particulier. L'industrie manufacturière n'est pas mieux. Le boom du gaz de schiste s'est dégonflé entraînant avec lui les investissements considérables et pénalisant la nouvelle

spéculation qui s'était jetée comme un vautour sur les lèvres de la douce promesse qui se sont révélées être empoisonnées. L'augmentation du PIB est due essentiellement à la suprématie du dollar, aux manœuvres financières et de comptabilité étatique. Il y a eu une augmentation de l'emploi mais minime et si l'on regarde comment les chiffres et les statistiques sont élaborés, il suffit de travailler une semaine par semestre pour ne pas être considéré comme sans emploi. Plus que d'augmentation de l'emploi, on devrait parler d'augmentation du sous-emploi ; comme dans le reste du monde par ailleurs. La réalité est qu'aux États-Unis, le chômage est le double de celui qui est déclaré. Les salaires sont à des minimums historiques et les rythmes de la production, comme la journée de travail, ont augmenté en intensité et durée. La distribution de la richesse a atteint des sommets d'inégalité comme jamais auparavant. Sur une population de 320 millions d'habitants, presque 50 vivent sous le seuil de pauvreté. La mortalité infantile a augmenté et l'accès aux soins pour tous, tant vanté, est resté un mirage. Des secteurs importants de la petite et moyenne bourgeoisie se sont retrouvés sur la paille comme une armée de prolétaires qui n'ont plus de travail, ou il est précaire avec toujours un salaire dérisoire.

Quand Trump a traité la question, il a mis l'accent sur l'inconsistance de l'administration précédente en attribuant la responsabilité au parti démocrate de ce qui était arrivé aux travailleurs de la grande industrie. Ce qui lui a permis d'obtenir une bonne partie du vote de ces ouvriers du *Middle West*. De plus, la classe ouvrière blanche elle-même sans emploi et, surtout, sans perspective, un temps " fleur à la boutonnière " pour les profits des entreprises de l'industrie manufacturière de Virginie, de Caroline du Nord, dans la " ceinture de la rouille " du Midwest, a été une proie facile pour Trump, tout comme les mineurs humiliés, ou plutôt les ex-mineurs, de West Virginia restés sans travail par la politique " verte " d'un autre Clinton, l'ancien président, qui a favorisé l'élimination de certains combustibles fossiles (le carbone) en faveur du lobby pétrolier. Cela a permis à Trump d'attirer une composante significative du monde du travail constitué de la petite bourgeoisie en voie de prolétarianisation, d'une bonne partie de la classe ouvrière blanche qui, mécontente de l'administration démocrate précédente – comme du vieil appareil politique en général –, sans alternative et privée de

référence de classe anticapitaliste, est tombé dans les filets du populisme trumpien.

Filets qui ont aussi recueilli de nombreux jeunes à court d'espoirs et " riches " d'expectatives désenchantées. À côté de cela, bien sûr, l'habituelle droite liée au racisme (il semblerait que le Ku Klux Klan ait empêché beaucoup de noirs de voter en Caroline du Nord), au droit de posséder des armes, à la justice " expéditive " et contre l'immigration qui viendrait contaminer la race blanche " en voie d'extinction " et " voler " les emplois déjà si rares. En conclusion, Trump s'est présenté comme le paladin du " vieil esprit américain ", l'homme venu du ciel (non de millions d'étoiles mais de millions de dollars) qui va rendre l'Amérique plus grande et plus puissante. Il donnera du travail à tous, il fera une politique pour les pauvres, il préservera l'identité des américains blancs et mettra un frein à l'immigration et puis, des armes pour tous. Cela pour la politique interne, pour l'extérieure, le mot d'ordre est l'isolationnisme, le protectionnisme et le " faisons les choses nous-mêmes ". Le troisième slogan, naturellement, suppose et appuie les deux premiers, il en est l'axe porteur. Pendant que les salons de la moitié du monde pleurent le misérable naufrage d'Hillary, la crise continue à bouleverser l'ordre des données politiques (cf. le Brexit) en produisant un "gouvernement politique du monde" toujours plus instable car fondé sur une structure économique qui n'arrête pas de vaciller. Il est facile de prévoir que les tensions vont continuer à accroître à la fois la pauvreté et l'inégalité sociale.

Les élections américaines démontrent une fois de plus que "socialisme ou barbarie" est plus actuel que jamais même si c'est la seconde alternative qui, pour l'heure, avance.

La tragédie de notre époque est le désarroi du prolétariat, intoxiqué par les fumées empoisonnées des formes les plus agressives et réactionnaires de l'idéologie bourgeoise, victime presque inerte des attaques économique-sociales que la bourgeoisie déchaîne depuis des décennies contre lui. [La tragédie est l'absence de noyaux communistes qui puissent agréger le fort mécontentement de la classe. Mais nous serions fous si nous arrêtons de travailler dans cette direction.

FD

Un témoignage oculaire

Coup d'État raté en Turquie – Pouvoir du peuple ?

Il est parfois difficile de reconnaître le pays dans lequel vous vivez quand vous voyez son reflet dans le miroir des médias. Il y a moins de 48 heures, j'ai vu qu'une manifestation de masse du "pouvoir populaire" avait sauvé le pays d'un coup d'État militaire. Si je ne m'étais pas souvenu des explosions et des détonations sonores secouant l'immeuble dans lequel je vis, j'aurais juré que cela s'était passé dans un pays très très éloigné.

Ankara, le 16 juillet 2016

Sur la photo, le panneau dit : "C'est un magasin turc – Ne jetez pas de pierres". La droite célèbre sa victoire en déployant sa haine contre les minorités.

Il est certain qu'il y a eu une tentative de coup d'État militaire, ici en Turquie, dans la nuit de vendredi, il y est

certain qu'il a été défait. Cela au moins est indiscutable. Cependant, toute l'histoire à propos d'un "pouvoir populaire" défaisant les responsables du coup d'État me semble être un exercice de fabrication de mythe. Il est vrai que des gens sont sortis dans les rues mais si vous avez suivi les événements sur les médias domestiques et mondiaux, vous auriez pu croire que des centaines de milliers de citoyens se sont précipités dans les rues et ont empêché l'armée de prendre le contrôle. La réalité est en fait un peu différente....

En fait, le nombre de personnes dans les rues n'étaient probablement pas plus de quelques milliers à travers le pays. Il n'y avait pas non plus de représentants de la population dans son ensemble. Il y avait des soutiens de l'AKP au gouvernement, aux côtés d'extrémistes ultra-

nationalistes et islamiques. Ce n'était certainement pas un mouvement qui mobilisait la majorité de la société, comme le mouvement de Gezi. La grande majorité des gens sont restés chez eux, comme moi, la nuit de vendredi, et ont regardé la TV. Pendant ce temps, la foule battait et assassinait brutalement des soldats conscrits tandis que la police regardait.

Je me suis risqué dehors samedi à l'heure du déjeuner. Kizilay, le centre d'Ankara était absolument désert à ce moment. Elle s'est soudain remplie de gens célébrant leur victoire. A côté des drapeaux nationaux presque obligatoires, flottaient beaucoup de drapeaux des Loups Gris des "Saluts du Loup ainsi que des drapeaux représentant les islamiques radicaux. Ils ont poursuivi leurs célébrations pendant la nuit en attaquant les zones de minorités dans le vrai style traditionnel des pogroms nationalistes turcs, à Ankara, Istanbul et d'autres villes.

Le gouvernement est aussi déterminé à se venger de ses ennemis. De même qu'il a arrêté des soldats, il a lancé une nouvelle purge contre ceux qu'il considère comme ses opposants dans le système légal. En plus du renvoi de milliers de soldats, 2745 juges ont été démis de leurs postes et des mandats d'arrêt ont été émis contre 140 juges de la Cour Suprême. La liste de ces "ennemis de l'État" n'a objectivement pas été établie pendant la nuit. J'ai parlé avec un juge, samedi matin, qui m'a dit que la liste avait été établie il y a pas moins de deux ans. La plupart des gens attendent maintenant une nouvelle vague de purges. La Turquie s'est habituée à ce genre d'enquêtes ces dernières années. La campagne "Ergenekon" mise en place par le

gouvernement Erdogan en 2011 a abouti à 500 arrestations. 6000 personnes ont déjà été arrêtées et nous pouvons nous attendre à d'autres dans les temps à venir.

Quant au coup d'État lui-même, il semble être particulièrement inepte. Près de vingt ans se sont passés maintenant depuis la dernière intervention militaire en 1997, et l'armée semble avoir perdu son talent pour ce genre de choses. Leur plus grosse erreur a probablement été de ne pas se saisir du président Tayyip Erdogan, ce qui lui a permis de rassembler ses soutiens via les appels téléphoniques Facetime sur la CNN turque. L'autre erreur a été leur incapacité à faire sortir les gens dans la rue pour les soutenir. Bien que certains aient réagi joyeusement à l'annonce initiale, sur les réseaux sociaux, il n'y a pas eu de manifestations de masse pour soutenir le coup d'État. Pour une armée qui a l'expérience de quatre coups d'État derrière elle dans les cinquante années passées, il semble avoir été exécuté misérablement.

Ainsi des factions fondamentalement différentes au sein de l'État ont mené une courte lutte. Le bilan officiel est de 265 morts et le gouvernement a toujours le contrôle de la situation, et prévoit la poursuite de la répression. Malgré tous les propos de gens prenant courageusement le parti de l'armée, il n'y a certainement pas eu de mouvement de masse dans ce sens, juste quelques petits groupes de voyous de droite. La prochaine fois que je verrai des propos sur le pouvoir du peuple dans un pays lointain, je regarderai sûrement de plus près.

Devrim Valerian, 17 juillet 2016

Brexit :

Autre signe de l'approfondissement de la crise du capitalisme mondial

Le référendum britannique sur l'Union Européenne est peut être terminé mais le débat continu de faire rage. Nous donnons, ici, nos premières appréciations. D'aucune façon, au Royaume-Uni, la classe ouvrière n'a à gagner quelque chose du "Brexit" comme du "Remain". Cela ne veut rien dire pour une classe qui souffre déjà d'une cruelle austérité. Quel que soit le résultat du vote, il s'agit d'un vote pour donner un chèque en blanc au capital national pour plus d'austérité. La Grande-Bretagne est "divisée" bien sûr, mais la division n'est pas entre Londres et les provinces, l'Angleterre et l'Ecosse ou les jeunes et les vieux. La vraie fracture est entre ceux qui veulent augmenter leurs profits et ceux qui paient cette baisse des salaires, avec des emplois précaires et un niveau de vie généralement plus faible. Tous ceux qui ont fait campagne pour le référendum (quelles que soient leurs revendications, soit pour rester, soit pour partir) ont fait campagne sur un programme nationaliste du capital de "ce qui est mieux pour la Grande-Bretagne?" Comme nous l'écrivions en novembre :

« Notre position de communistes internationalistes est limpide. Le véritable choix pour nous travailleurs c'est d'agir pour nos propres intérêts. Ne nous laissons pas entraîner dans le débat bidon des patrons ! »

Nous reviendrons sur le référendum et la classe ouvrière plus tard, mais pour l'instant il est clair que la poussière n'a pas encore recouvert les conséquences du vote. La démission de Cameron, sans l'invocation de l'article 50 du

traité de Lisbonne, a ouvert une période d'incertitude.

Cela signifie que les conséquences du vote se feront sentir à long terme et impacteront non seulement la Grande-Bretagne et l'Europe, mais aussi plus largement tout le capitalisme mondial. Sans doute les principaux acteurs impérialistes - y compris au Royaume-Uni, aux États-Unis, en France, en Allemagne et dans leurs entreprises nationales/transnationales respectives - utiliseront le temps pour trouver une solution qui corresponde le mieux à leurs intérêts propres et communs.

La première question que nous devons aborder est comment la classe dirigeante britannique a pu laisser se produire cette situation.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire qu'une classe dominante, face à une crise politique et économique croissante, a utilisé un expédient politique à court terme dans un sens opposé de ses propres intérêts stratégiques à long terme et ensuite le regretter.

Le cas classique est peut-être la décision de l'État tsariste en 1904, en proie à des émeutes rurales et à des vagues de grèves politiques, d'opter pour leur détournement vers une "guerre victorieuse et courte", comme le fit le ministre de l'Intérieur Plehve. Donc, on a choisi le combat contre ces "petits singes bruns" (Nicolas II) du Japon pour constater enfin que le Japon avait des « années lumière » d'avance sur le plan technologique et que la guerre qui a suivi, bien que « courte », fut tout sauf « victorieuse ». Pire encore, les conséquences immédiates furent l'augmentation même des

troubles sociaux que le régime avait tenté d'éviter et qui ont presque renversé le tsarisme en 1905. La révolution de 1905 a donné au monde les "soviets" ou les conseils ouvriers et a ouvert la voie non seulement à la chute du tsarisme, mais encore à la Révolution d'Octobre de 1917.

Les conséquences du Brexit pour la classe capitaliste britannique pourraient ne pas être aussi dramatique (on peut rêver), mais le même calcul à court terme des dirigeants du Parti conservateur s'est fortement retourné contre le but du vote référendaire. Bien que la bourgeoisie britannique ait longtemps été divisée sur l'appartenance à l'UE son évolution assez contradictoire a été en grande partie dans le sens de la satisfaction de la plupart des capitalistes britanniques. Les Britanniques ont intégré l'Europe pour ce qu'ils peuvent en obtenir économiquement, mais pas pour plus d'intégration supranationale ce qu'épousent ouvertement certains hommes politiques européens.

Ainsi, la Grande-Bretagne avait choisi de rester en dehors de presque tous les domaines importants de la politique européenne: l'euro, la zone Schengen du voyage sans passeport, la justice, les affaires intérieures et la charte des droits fondamentaux.

Sur le plan économique pour le capitalisme britannique, il n'y a aucun intérêt, à ce stade, de se retirer d'une union qui, en général, apporte plus d'avantages que de coûts. L'accès au plus grand marché du monde avec des investissements directs en provenance du Japon, des États-Unis, de la Chine, de la Thaïlande, etc. Si ce n'était le fait que le Royaume-Uni est leur point d'entrée dans l'UE, ces entreprises n'existeraient pas dans ce pays (comme les travailleurs de Nissan et leurs patrons japonais). Le résultat est que 45% des exportations britanniques vont vers l'UE. Les journaux qui ont tendance à représenter le courant dominant de la classe capitaliste (*The Economist* et le *Financial Times*), ont constamment averti qu'un vote "Out" serait un désastre économique pour le Royaume-Uni et pour le reste de l'Europe, une position partagée par la grande majorité des économistes et la plupart des grandes entreprises. En bref, la classe dirigeante britannique possédait avec l'UE le genre de relation qu'elle désirait. Donc la question qui demeure, est pourquoi le parti préféré de la bourgeoisie britannique a tout risqué sur la loterie imprévisible d'un vote populaire?

En fait, l'effondrement de l'Union soviétique avait permis aux Britanniques de pousser le programme de l'"élargissement" (plutôt que celui de l'approfondissement) de l'UE en Europe de l'Est. L'élargissement signifiait qu'avec 28 membres quelque possibilité d'intégration plus poussée que ce soit aurait beaucoup de mal à passer.

Rien de tout cela n'est important pour les anti-Européens du Royaume-Uni. Le fondement de leur pensée a toujours été (et pas seulement dans le Parti conservateur) qu'entrer dans l'UE pour le Royaume-Uni (ou dans la CEE telle qu'elle était à l'époque) était toujours un peu humiliant. Après tout l'Empire britannique couvrait autrefois un quart de la superficie du monde et «nous» avons été du côté des vainqueurs des deux guerres mondiales dévastatrices. Ils se souviennent de l'époque où la politique étrangère britannique était fondée sur l'opposition (avec des alliés européens choisis avec soin, il faut le dire) contre le pouvoir potentiellement dominante en Europe tout au long de l'histoire que ce soit de la France de Napoléon, de la Russie de Nicolas 1er et de l'Allemagne du Kaiser ou de celle du Führer.

Ce que ces petits « Englanders »¹ ne perçoivent pas c'est que les combats des deux guerres mondiales ont détruit l'économie britannique, puis miné sa domination impérialiste. L'Empire britannique a été vendu aux États-Unis qui, encore aujourd'hui, dominant le monde sous une nouvelle forme de colonialisme (qui ne comporte pas d'occupation coûteuse de territoires). Malgré une propagande inépuisable sur le thème de la «relation spéciale» avec l'Empire, les États-Unis ont obtenu le gros lot en termes de prise d'actifs à l'issue des prêts concédés lors des deux guerres.

La nostalgie de l'empire forme véritablement l'arrière-plan de la mentalité des eurosceptiques intransigeants, mais ils se battent aussi pour des batailles du passé. Ce qui leur faisait peur dans les années 1980 c'était les ambitions de Jacques Delors pour approfondir l'intégration européenne et la création d'une «Europe sociale». En fait, ils se considèrent comme les vrais héritiers de Thatcher ; en ce sens ils sont contre la régulation de l'économie par l'État sous quelque forme que ce soit. Ainsi, ils voient l'UE comme une institution par défaut, ils craignent également les propositions en cours de discussion pour rendre l'UE plus responsable ou plus «démocratique». Le rapport des présidents des 5 principaux organes de l'UE, publié en juin 2015 appelle à des réformes vers l'union économique, financière, fiscale et politique. Elles devraient se réaliser en deux étapes, la première doit être achevée d'ici à 2017 et la seconde en 2025. Le rapport fait valoir que si ces réformes ne sont pas mises en œuvre, l'UE ne pourrait pas survivre à la prochaine crise, résultat que les Brexiteurs désirent avant tout. Plus puissants au sein du Parti conservateur qu'au sein de la classe dirigeante dans son ensemble, ils sont devenus un problème sérieux pour la direction du parti depuis que l'UK Independence Party (UKIP- Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni) a commencé à gagner plus de voix. La menace que les partisans conservateurs feraient défaut pour aller vers l'UKIP avant la prochaine élection générale était vraie. Ainsi, l'offre d'un référendum "dans le prochain parlement" semblait la meilleure façon d'organiser le parti uni dans la coalition avec les libéraux-démocrates pro-européens. C'était clair dans l'esprit des Osborne et Cameron qu'ils n'obtiendraient pas de majorité en 2015 si la promesse n'était pas donnée immédiatement. En attendant, ils ont conservé le parti uni et ont limité les défections pour l'UKIP (a obtenu un seul député aux élections de 2015). Cependant l'effondrement électoral du Parti travailliste en Ecosse a amené les conservateurs de justesse au pouvoir sans leurs alliés libéraux-démocrates. Ainsi, en dépit même des députés les plus conservateurs étant contre un "Brexit", Cameron a toujours été à gauche avec rien d'autre à proposer que d'aller vers le référendum promis. Déjà alors, l'incompétence et l'arrogance de la stratégie de Cameron était incroyable. Aucune tentative n'a été faite pour stipuler que pour un tel changement constitutionnel comme quitter l'UE, deux tiers des voix ou une majorité claire devaient être requise, comme cela se fait dans la plupart des autres pays. "Lucky Dave" (NdT : David Cameron) est parti sans une telle stipulation pour le référendum écossais alors pourquoi pas de même pour le Royaume-Uni?

Et puis on avait le temps. Il était très clair que, depuis la crise financière mondiale de 2008, le projet européen se heurtait à toutes sortes de problèmes, depuis la crise de

¹ (NdT) Mot typiquement anglais pour parler de quelqu'un qui défend les valeurs traditionnellement anglaises.

l'euro à la guerre en Ukraine et à la crise des réfugiés en Syrie ce qui a apporté l'eau au moulin raciste de l'UKIP et de la droite Tory. Tout cela soulignait la nécessité de reporter tout référendum aussi longtemps que possible. Cependant, avec une majorité de 12 députés seulement à la Chambre des communes et avec une économie stagnante (en dépit de toutes les fanfaronnades) la direction des conservateurs a décidé qu'ils allaient essayer de crever l'abcès eurosceptique alors qu'il couvait encore. Cameron appelle ainsi à l'élection pour le 23 juin et partit pour Bruxelles en février pour "renégocier" la position du Royaume-Uni dans l'UE. Son offre spéciale au Conseil européen a permis au Royaume-Uni d'obtenir des avantages sur le travail des citoyens de l'UE (la plupart des citoyens de l'UE au Royaume-Uni ne les ont jamais revendiqués) et a écarté le Royaume-Uni de l'objectif d'intégration politique et d'une "union sans cesse plus étroite". C'était encore trop peu pour les euro-sceptiques de son propre parti et le Royaume-Uni s'est jeté dans une campagne morne qui est devenue l'un des pires de son l'histoire (culminant avec l'assassinat d'une députée travailliste pro "Remain" par un britannique blanc, raciste et nationaliste) et qui continue. Derrière cette politique, imposée par les conservateurs arrogants, se trouve un certain nombre de questions plus profondes sur l'hégémonie politique et économique actuelle du capitalisme. En premier lieu, elle fait partie d'un phénomène plus large rencontré par la classe dirigeante traditionnelle : la perte de son emprise partout. En retour, cela est dû au fait que le capitalisme est dans une impasse économique. Le fait que la sortie du Royaume-Uni de l'Europe soit maintenant possible est symptomatique de la crise mondiale générale du système économiquement stagnant.

La fin de la bulle spéculative de 2007-8 a révélé que la croissance apparente des deux précédentes décennies était basée sur l'expansion exponentielle de la dette. En bref, l'avenir a été hypothéqué et les partis politiques sont à court de solutions rapides pour dissimuler la crise actuelle résultant de la baisse de rentabilité du capital. Comme nous l'avons écrit plusieurs fois, le capitalisme a vraiment besoin d'une dévaluation massive de capital. Cette dévaluation exige la destruction de beaucoup de valeur – ce qui ne peut être atteint que par une grande guerre généralisée entre les principales puissances impérialistes. En dépit des tensions croissantes, les rivalités et les guerres locales à travers la planète, toutes les conditions pour la guerre ne sont pas encore en place.

En attendant, les capitalistes pratiquent deux politiques. La première consiste à renflouer les banques (assouplissement quantitatif, taux d'intérêt faibles ou négatifs, etc.) afin de sauver l'épine dorsale financière du système et de stimuler l'investissement. Mais, cela n'a pas fonctionné car le taux de profit est trop faible pour investir ; les fonds ont été consacrés à la spéculation. La seconde politique consiste à augmenter le taux de profit en faisant faire aux travailleurs plus d'heures pour gagner moins ou à trouver toutes sortes de techniques pour l'acquisition de la plus-value absolue sur le dos de la classe ouvrière.

Même de nombreux économistes capitalistes voient le problème comme nous le posons (il y a beaucoup de spéculations sur la prochaine crise mondiale dans les journaux de la haute bourgeoisie). Mais dans un système où les idées dominantes sont celles de la classe dirigeante via son contrôle des médias, ces derniers ne se concentrent pas sur ces problèmes systémiques. Les torts doivent se situer

ailleurs. Avec une presse de tabloïdes enragés reliant délibérément les problèmes économiques du Royaume-Uni aux immigrants et à l'adhésion du Royaume-Uni à l'UE, la carte de l'anti-immigration était, et est, la clé de la victoire de la campagne du Brexit. Depuis l'époque Thatcher les grands secteurs de l'ancienne classe ouvrière ont vu la perte de leurs emplois industriels mieux rémunérés ; les restructurations des années 1980 signifiaient que ces emplois partaient à l'étranger où les patrons ont trouvé des coûts de main-d'œuvre bon marché. Sous Blair le parti travailliste les a largement ignorés (en essayant avantageusement d'acheter leur silence), alors que le New Labour a recherché le vote de la classe moyenne et poursuivi une politique identitaire. Puis, à la suite de la crise économique mondiale se sont développées des politiques d'austérité dès 2010 qui ont frappé les bas salaires et les plus vulnérables, une situation sur laquelle les tabloïds ont peu insisté. Il est beaucoup plus facile de trouver quelqu'un ou quelque chose à blâmer. La gauche capitaliste blâme les banques (plutôt que le système dans son ensemble), tandis que la droite blâme l'UE et l'émigration. Ceci est un mensonge limpide (et le Brexit ne résoudra pas le problème), mais pour ceux qui sont les victimes de la crise et se sentent à l'écart du système, cela semble plausible.

En général, la classe ouvrière a voté contre l'austérité et la baisse de son niveau de vie ce qui s'est traduit par une croix pour «sortir» de l'UE sur le bulletin de vote. Beaucoup de ceux qui n'avaient jamais pris la peine de voter dans le passé - c'est maintenant avéré - ont voté contre l'immigration.

Un chômeur avec sa famille à Leicester a affirmé qu'il n'avait jamais voté auparavant et qu'il ne votera jamais plus. Il ne pensait pas que quelque chose puisse vraiment changer, mais "*tout vaut mieux que ce que nous avons maintenant*". Il y a une certaine ironie dans ce Brexit avec l'alliance entre les incohérences des défenseurs du libre marché comme Farage, Gove et Lawson et les victimes de leur idéologie du marché libre, mais cette contradiction semble avoir été l'épine dorsale du vote pour le "Leave" ("Quitter" l'UE).

Certaines conséquences sont déjà en train d'apparaître. Le leader du SNP en Ecosse a déjà appelé à un nouveau référendum sur l'indépendance de l'Ecosse (qui a voté massivement pour le "Remain") et en Irlande du Nord (qui a également voté de manière décisive pour le "Remain"), l'accord du Vendredi Saint est remis en question, avec les nationalistes réclamant une nouvelle fois une Irlande unie. Les bastions protestants dans le nord-est de l'Ulster ont voté pour la sortie et donc le sectarisme communautaire est à nouveau de retour.

Deux millions de personnes au moment de la rédaction de ce texte ont signé une pétition demandant un nouveau référendum étant donné que la marge de la victoire pour le Brexit n'était seulement que de 1,3 million de voix sur les 34 millions de suffrages exprimés. Il y a des précédents pour un second référendum lorsque les capitalistes considèrent le résultat comme erroné, comme dans le cas du Danemark sur le traité de Maastricht et de l'Irlande sur ceux de Nice et de Lisbonne, mais une telle demande est peu susceptible d'être accordée dans les circonstances immédiates. A ce stade, essayer un tel renversement d'un référendum exposerait à la vue de tous la véritable mascarade de la «démocratie capitaliste».

Quoi qu'il en soit, le vote Brexit souligne l'incohérence du

projet européen, il s'est encore révélé après le désastre de la dette de la zone euro et l'incapacité à faire face à la crise des migrants. On peut maintenant s'attendre à de nouveaux enjeux pour l'Europe sur une base nationaliste. En termes économiques, il y a beaucoup d'incertitudes et les effets sont susceptibles de se faire sentir à plus long terme. Ainsi HSBC a déjà annoncé qu'elle va déplacer ses opérations en euros (1000 emplois) vers Paris tandis que Tata a mis un point d'interrogation sur la sauvegarde des emplois de l'acier. Les agences internationales de notation sont en voie de déclasser le coût du crédit au Royaume-Uni (rendant le coût de l'emprunt plus élevé et donc de porter atteinte à la réduction du déficit).

Certaines choses sont plus claires. La question hors concours est la façon dont le référendum a effacé tout mouvement indépendant de la classe ouvrière. Toute cette campagne a été une campagne contre l'idée même de la classe ouvrière et cela de plusieurs façons. En premier lieu, elle a permis des deux côtés d'attiser la notion de défense de la nation, incarnation de la domination capitaliste. Les anglais fanatiques, le nationalisme irlandais et écossais tous vont maintenant avoir une force supplémentaire.

Ensuite, il y a la tenue des référendums en eux-mêmes. Le Royaume-Uni ne détient pas un record pour cet exercice de vote de sorte que deux en deux ans est quelque chose de nouveau. Ainsi ce qui a été fait est un nouveau souffle pour un processus politique qui perdait clairement sa légitimité. Comme le référendum écossais le seul choix ici pour la classe ouvrière porte sur quels sont les gangsters politiques qui administreront un système qui exploitera tout le monde même celui qui est au pouvoir. Quel que soit le résultat du vote le «débat» est resté et reste un débat capitaliste. Non

seulement il a été utile pour occulter les questions de classe à l'ordre du jour (et que nous appris les médias britanniques sur les toutes récentes grèves françaises?) mais il va modeler un nouveau type de nationaliste bête et méchant ainsi qu'une culture politique raciste pour toute la période à venir. Le Royaume-Uni n'est pas seul dans ce cas. La montée du Front national en France, AFD (NdT, Alternative pour l'Allemagne) en Allemagne, le Parti de la Liberté en Autriche, ainsi que la victoire des ultranationalistes en Pologne et en Hongrie (le Parti Tory britannique possède une alliance avec certains d'entre eux comme avec le parti des Vrais Finlandais, le Parti populaire danois et le Parti polonais du droit et de la justice) indiquent tous que nous sommes dans une période cauchemardesque de l'histoire.

Les machinations impérialistes ont créé l'enfer vivant à travers la planète de l'Afghanistan à l'Afrique. Ces guerres ont poussé plus de 65 millions de personnes à travers la planète hors de leurs maisons. Certains fuient vers les environnements supposés plus stables des États qui ont causé cette dévastation. Beaucoup meurent sur le chemin et les survivants sont parqués dans des camps ou deviennent victimes de diverses mafias. Et les racistes et les nationalistes des pays riches jouent sur ces situations pour leurs propres fins immédiates. C'est un cercle vicieux qui transforme le spectre de la montée du nationalisme dans une nouvelle menace pour l'avenir de l'humanité. Seule la classe ouvrière internationale et internationaliste qui récupère sa voix de classe et sa capacité à lutter contre le capitalisme peut s'y opposer.

CWO, 26 Juin 2016

L'impérialisme

La crise du Moyen-Orient occulte la réalité du jeu impérialiste planétaire

Au lendemain de la guerre froide, l'OTAN s'était élargie sans tenir compte des objections de Moscou. Presque vingt ans plus tard, l'Otan, avec l'évolution des positions de la Turquie, semble connaître une des crises les plus graves de son histoire. Au moment où elle retrouvait peu à peu sa mission classique, protéger l'Europe des ambitions impériales russes, l'Otan est-elle doublement remise en question ? Remise en question par le rapprochement, tactique aujourd'hui, peut-être stratégique demain, entre un de ses principaux membres (la Turquie) et la Russie d'une part, mais aussi, et peut-être surtout, par le choix du nouveau président américain.

L'arrivée à la Maison-Blanche de Donald Trump colore t-il de ses incertitudes multiples le rapprochement Moscou, Ankara, Téhéran ?

C'est précisément au moment où Washington proclame haut et fort son nouveau credo nationaliste, "*L'Amérique d'abord*", que Moscou, appuyé par Ankara et Téhéran avance ses pions avec autant de détermination que d'habileté dans la crise Syrienne et du Moyen-Orient dans son ensemble. La réunion qui doit se tenir bientôt à Astana, la capitale du Kazakhstan, est avant tout remarquable par ses absents : Américains et Européens.

Sur un plan symbolique, le sommet d'Astana peut apparaître comme une nouvelle attaque contre l'esprit des accords Sykes-Picot de 1916. Il y a un siècle, les puissances

coloniales européennes découpaient à leur guise des territoires issus de l'Empire ottoman. Aujourd'hui, l'histoire se renverse ce sont les non-Occidentaux qui décident. Une seule chose est vraie pour ce jugement : il s'agit bien de la continuation de la première guerre impérialiste et de ses juteux partages mais c'est tout. Les occidentaux, comme tous les autres vautours, sont toujours là et bien là

Le triangle Moscou-Ankara-Téhéran ?

L'affaiblissement des États-Unis ?

Pour la solidité du triangle rien n'est moins sûr, et cela pour au moins deux raisons.

* La première tient d'abord à la nature du triangle lui-même. Il est trop hétérogène avec des intérêts divergents pour bien fonctionner. Entre une Russie forte qui montre ses ambitions, une Turquie affaiblie et un Iran porté par une idéologie religieuse qui ne l'aide pas, les compromis seront rapidement difficiles.

* La deuxième raison pour laquelle il faut considérer avec quelque scepticisme la "médiation" offerte, c'est la situation de la Syrie elle-même. La victoire du régime en place, grâce à l'appui massif de Moscou et de Téhéran, et la défaite probable de Daech ne suffiront sans doute pas à créer une nouvelle « pax ».

Mais c'est là, la grande habileté des États-Unis. L'enjeu est

autrement plus important que derrière le Moyen Orient, il s'agit de la domination de l'Eurasie.

1/ Les États-Unis visent à détacher la tentative de bloc russo-chinois et, pour ce faire, ils ont abandonné la Syrie à la Russie. D'une part, la Russie va s'embourber dans ce guêpier moyen-oriental, mais ils coupent les croupières à la Chine par rapport au pétrole et des richesses de cette zone.

2/ Les États-Unis vont ensuite continuer à jouer le chaos dans cette zone et créer de nouveaux États tels que le Kurdistan et peut être diviser l'Arabie Saoudite afin de diviser pour régner ce qu'ils ont fait depuis longtemps en poursuivant la vieille politique britannique avec Israël.

3/ Pendant ce temps ils passent pour isolationnistes et se désintéresser de leur politique impérialiste. C'est finement bien joué.

L'on se souvient que les États-Unis avaient mis fin à la guerre du Vietnam en 1973 avec les accords de Paris quand ils avaient réussi à détacher la Chine du bloc soviétique. « C'est la détérioration des relations entre l'U.R.S.S. et la Chine qui a donné l'occasion au Président et à son conseiller, M. Kissinger, de tirer les États-Unis du guêpier indochinois. » (Pierre Salinger « Après la guerre de 30 ans » in L'Express du 29 janvier au 4 février 1973). Ici, c'est l'inverse de cette politique qu'ils mettent en action, ils enfoncent la Russie dans le guêpier moyen-oriental tout en attirant la Russie hors de l'attraction de la Chine.

Aurélien (janvier 2017)

Crise, guerre et migration

Le véritable "Hunger Games" du capitalisme

"Dans le conflit entre la concentration gigantesque du capital d'une part et la pauvreté des masses, d'autre part, il n'y a qu'une seule solution: la révolution sociale" (Friedrich Engels)

Après les attentats de Paris, il était clair que l'État d'urgence serait étendu et que l'hostilité au quotidien contre les immigrés augmenterait. Et maintenant la soi-disant "crise des réfugiés" continue de faire la une des médias. "Point de rupture", "immigration incontrôlée" et "menace pour la sécurité intérieure" sont quelques-unes des phrases choc de la machine de propagande des médias. La peur, l'hystérie, les stéréotypes culturels et les sentiments racistes nourrissent un dangereux mélange. Cela embrouille les esprits et a pour résultat une violence verbale quotidienne et des agressions contre les réfugiés sans défense. On ne voit pas de fin à cette fureur. Une chose est certaine: la vie ou la survie de ceux qui fuient la guerre et la misère devient chaque jour plus difficile...

Crise capitaliste

Un coup d'œil de la crise du capitalisme. Dès le début de son développement le capitalisme s'est accompagné de flux migratoires. La pauvreté, la faim et la misère ont toujours forcé ceux qui dépendent des salaires à émigrer afin de lutter pour vendre leur force de travail. C'est cette classe qui produit l'énorme richesse sur laquelle repose le système. Les travailleurs migrants en grande partie privés de leurs droits ont toujours été victimes de discrimination et ont été les premiers à être jetés à la rue et utilisés comme des boucs émissaires dans les périodes de crise économique. Et il en est ainsi une fois de plus alors qu'ils deviennent la cible de la propagande raciste. Les capitalistes déclarent souvent que le racisme c'est terminé, que cela est résolu et qu'il a été surmonté, mais en 2007-2008 la crise s'est intensifiée avec l'éclatement de la bulle spéculative. Cela a déterminé le rythme des événements mondiaux depuis. La dette globale augmente de plus en plus de façon spectaculaire. Les programmes d'austérité se succèdent. Partout la classe ouvrière est confrontée à des réductions de salaire, des pertes d'emploi et une exploitation accrue.

Au niveau international, la crise a entraîné une intensification des tensions inter impérialistes. Les États-Unis ont résolument essayé de défendre leur rôle de leader dans le monde contre un nombre croissant de challengers. La Chine vise à garantir son ascension économique internationale à la fois politiquement et militairement. L'Allemagne cherche à prendre la direction d'un bloc impérialiste européen, afin de faire respecter ses intérêts économiques. La Russie ne veut pas céder et affirme de plus en plus ses ambitions de grande puissance par l'agression pure et simple. De la mer de Chine méridionale à la Syrie les conflits armés des grandes puissances augmentent en nombre et en intensité. Dans cette course pour les sphères d'influence et les ressources énergétiques, c'est chacun pour soi et tout ce qu'on peut pour affaiblir les rivaux. Résultat de l'intensification des conflits locaux et guerres par procuration qui ne s'arrêtent jamais, des régions entières et des États en formation sont, et continueront d'être, dévastés. Les massacres causés par les manœuvres et les interventions des diverses puissances impérialistes en Syrie ne sont qu'un exemple de la dynamique fatale qui pourrait conduire à une confrontation ouverte à l'avenir, une guerre mondiale à une échelle sans précédent.

Le capitalisme est la cause de la fuite des réfugiés

Du Soudan à la Syrie, du Congo à la Crimée, du Myanmar¹ au Mexique, les rivalités impérialistes et la crise du capitalisme ont conduit tant d'endroits sur cette planète à la mort, aux viols et à la destruction. Depuis 2011, 60 millions de personnes ont dû fuir la guerre et la violence. On estime que 12 millions le nombre de Syriens qui ont été chassés de leurs foyers en raison de la guerre. La moitié d'entre eux sont des enfants. Réfugiés en Turquie, au Liban et en Jordanie, 4 millions de Syriens ont du mal à joindre les deux bouts. Au début, la plupart espéraient que la guerre ne durerait pas longtemps. Toutefois, après 5 ans de guerre, beaucoup ont renoncé à toute perspective de paix. Comme beaucoup de réfugiés d'autres pays, ils confient leurs vies et

Guerres impérialistes

¹ Ex-Birmanie (NdT)

leurs dernières économies à de peu scrupuleux trafiquants d'êtres humains pour les amener en Europe de n'importe quelle manière. Plus de 85% des réfugiés qui font le voyage périlleux vers l'Europe proviennent des régions frappées par la guerre du fait des interventions militaires directes des grandes puissances (Irak, Afghanistan), ou par leur armement et leur soutien à des gangsters et des chefs de guerre locaux (Libye, Syrie, etc.). La réponse de ces principaux États responsables de cette misère n'est pas de mettre fin aux bombardements et aux pillages dans les pays d'origine des réfugiés. Au lieu de cela, ils rendent encore plus difficile d'échapper à la faim et à la guerre.

La forteresse Europe

Pendant des années, les pays européens ont eu une politique à la Janus. Alors que certains politiciens pestaient contre l'immigration, les chefs d'entreprise ont été très heureux d'être en mesure d'exploiter à volonté le travail des sans-papier privés de droits. Maintenant, la chute des prix des matières premières et le ralentissement économique mondial aggravent la détresse sociale partout. Cela se fait sentir même en Europe où le chômage est élevé et il y a moins de demande pour une main-d'œuvre migrante. Avec de nouveaux mécanismes de sélection, le capital est en train de concevoir des mesures efficaces à travers laquelle il espère reprendre le contrôle des flux migratoires. 26 ans après la chute du mur de Berlin, de nouvelles barrières et les frontières sont en cours de construction et le projet forteresse Europe est actuellement étendu dans la zone Schengen. Chaque année, 90 millions d'euros sont investis dans l' "Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne", ou "Frontex". Sa tâche est la chasse à l'homme organisée pour intercepter les migrants aux frontières extérieures de l'UE. Dans cette veine, au cours des dix dernières années, diverses opérations ont été menées sur terre et en mer (avec des noms mélodieux tels que Poséidon, Nautilus, Héra ou Aspida). Les réfugiés ont été expulsés sous la menace de la violence sans une procédure d'examen d'asile par des actions dites push-back. Mais cela ne suffit pas. Selon les déclarations du président de la Commission européenne Juncker, "*des plans ambitieux*" devraient être établis afin d'élargir davantage Frontex comme une "*frontière opérationnelle et le système de garde côtière*". Simultanément, de plus en plus de lois sur l'asile et les résidents étrangers sont votées pour garantir le contrôle de l'immigration sur la base des critères de l'utilité économique des migrants.

Le racisme de la "droite" ...

Dans un climat d'instabilité et d'insécurité croissantes les politiciens et les partis réactionnaires attisent les peurs et les préjugés. Dans leurs discours, ils donnent l'impression de "hordes", de "déluges" et d'"essaims" de réfugiés prenant d'assaut la forteresse Europe et menaçant toute vie civilisée. L'éventail va des attaques ouvertement racistes contre les logements de réfugiés, comme à Heidenau, à la bigoterie des gouvernements hongrois et polonais qui voient "*les valeurs chrétiennes en Europe*" menacées et fulminent contre une prétendue "islamisation". Ceci trouve un écho dans le racisme du Front National en France, de l'Alternative für Deutschland (AFD) et de PEGIDA en Allemagne, de l'UKIP au Royaume-Uni ou de la Ligue du Nord en Italie. Mais de plus en plus de personnalités

classiques tels que Horst Seehofer de la CSU allemande ou la Secrétaire d'État à l'intérieur britannique Teresa May jouent ouvertement la carte raciste. Leur objectif commun est de trouver des boucs émissaires à la crise du capitalisme et de reporter tous les problèmes sur l'"étranger".

... et de la "gauche"

Par contre il est vrai que la plupart des représentants de la gauche capitaliste apparaissent cosmopolites et humanitaires, mais cela est plus que malhonnête et hypocrite. Ainsi, par exemple, le gouvernement SYRIZA en Grèce ne fait rien pour aider les réfugiés, mais soutient activement les politiques de Frontex. Tsipras a personnellement pris part aux manœuvres annuelles à la frontière turque pour proclamer haut et fort que les frontières de l'Europe sont en sécurité. Dans le même temps, le mouvement de soutien anti-raciste aux réfugiés a échoué à maintes reprises. L'auto-organisation des réfugiés dans le passé a souvent joué un rôle subalterne et n'a même pas été prise en considération. Souvent, ces initiatives ont adopté une approche de pure "surveillance", voire paternaliste. Assez souvent, le soutien politique a été limité aux personnes qui - aux yeux de leurs partisans - ont des justifications "politiques" (et sont donc "honorables") pour avoir droit au voyage. Même dans le débat actuel, certaines initiatives n'ont pas été au-delà de juger de l'intérêt et de l'utilité de nombreux réfugiés du point de vue économique pour justifier l'engagement d'"aides aux réfugiés volontaires". Si le slogan tant vanté "*les réfugiés sont les bienvenus*" n'a pas vocation à devenir une expression complètement creuse, il faudrait penser à la réalité de l'"accueil" que nous offrons: une société dans laquelle les réductions de salaires, les diminutions de la protection sociale et l'emploi précaire dictent la vie quotidienne. Certaines personnes qualifiées peuvent être en mesure d'obtenir un emploi, mais la plupart seront enfermées dans des camps pour longtemps et finiront au chômage et dans la misère. En fait, pour le capital ils représentent un réservoir de main d'œuvre, la plupart du temps sans aucun droit, qui peut servir à faire pression contre d'autres secteurs de la classe ouvrière à tout moment.

Bienvenue à la guerre de classe mondiale

Ceux qui ont causé le problème par l'austérité, l'augmentation des loyers et la réduction des salaires blâment les réfugiés afin d'augmenter la pression de l'exploitation. En fait toutes les fractions de la classe dirigeante font cela. Leurs désaccords ne portent que sur comment mieux sélectionner les migrants. Ils ont aussi de bonnes raisons de souligner le manque de moyens qu'ils ont eux-mêmes créé. Après tout ceux qui luttent contre leurs collègues ne peuvent pas lutter à leurs côtés. Tant que les travailleurs se voient comme des concurrents pour l'emploi, le logement, etc., tant qu'ils acceptent les idéologies nationalistes et racistes, tant que le capitalisme n'est pas remis en question, alors les portes sont ouvertes à plus d'exploitation et d'appauvrissement. Mais les conditions de travail et de vie précaire sont, tout comme le sort des réfugiés, les produits du capitalisme. Nous sommes une classe mondiale. Une perspective internationaliste contre la division et de l'exploitation raciale ne peut résider que dans la lutte politique inconditionnelle: pas seulement pour l'abolition complète de toutes les lois d'exception, règlements et pratiques bureaucratiques dirigées contre les étrangers tels que les déportations et les expulsions, mais

dans la destruction du système qui les produit. Le moteur capitaliste du profit n'a rien à nous offrir d'autre que plus de paupérisation, de chômage et de guerres. Seule une société rationnellement organisée pour la satisfaction des besoins humains sera en mesure de résoudre les problèmes de l'existence de l'humanité. Une telle "association de la liberté et de l'égalité" n'a rien à voir avec le capitalisme d'État de l'Union soviétique ou de la Chine. Pour y parvenir, il faut une rupture radicale avec la logique du capitalisme et des conditions existantes. Elle nécessite le développement d'une organisation communiste internationale qui soit en mesure d'exprimer la conscience et les perspectives implicites dans les luttes contre l'État et le capital. Cela est une entreprise audacieuse, mais c'est le seul moyen de sortir du gâchis actuel. Contre le capitalisme et l'exploitation, contre les

clôtures et les barbelés, contre les frontières et les guerres ...

... **pour une société sans État et sans classes!**

Signé par les adhérents de la Tendance Communiste
Internationaliste
Il Partito Comunista Internazionalista (Italie)
Communist Workers' Organisation (Royaume-Uni)
Gruppe Internationaler SocialistInnen (Allemagne)
Internationalist Workers Group/Groupe Internationaliste
Ouvrier (Canada/États-Unis)

Le 1er janvier 2016

Les anciens « modernistes » de l'Invariance

Le groupe-revue **Invariance 1** se crée en 1966 en critique des orientations militantes et des régressions théoriques du Pci. Jacques Camatte et Roger Dangeville le quittent. Le premier fonde la revue *Invariance*, le second la revue *Le fil du temps*. La revue publiera de 1968 à 1980 en 3 séries soit 25 numéros de la revue **Invariance**.

Pourquoi publions-nous cet article de critique d'Onotato Damen sur une revue qui a disparu depuis plus de 40 ans ? Parce qu'il caractérise fort justement cette vision qui consiste à analyser les phénomènes sociaux et la lutte de classe avec une vision idéaliste. Cette vision qui ne s'attaque pas à la lutte concrète des classes exploitées, cherche à se consoler en n'observant que des catégories pures pour appréhender la réalité de la nature et des objets. De ce fait elle s'éloigne de la réalité toute prosaïque du monde.

Et, par exemple, **Invariance fantasme** sur un prolétariat mythique, la Communauté humaine, le parti historique ou la révolution et la société communiste, et l'on trouve des formules « magiques » de ce type :

1- *La disparition du prolétariat* : « pour aboutir à ce résultat, le capital doit englober le mouvement qui le nie, le prolétariat, et constituer l'unité où le prolétariat n'est qu'un objet du capital. [...] Il en découle que toute forme d'organisation politique ouvrière a disparu » Où le prolétariat a-t-il été intégré dans le Capital ? Où le prolétariat a-t-il disparu ? En Chine ? En Inde ? Etc... Et l'armée immense des chômeurs dans les pays du vieux capitalisme ? Ceux là ne sont pas des objets du capital. Ils aimeraient bien en être pour pouvoir survivre !

2 – *La révolution*. « Il est vain d'attendre la révolution : elle est déjà en acte. Ne la perçoivent pas ceux qui attendent pour la reconnaître un signe particulier, une "crise" qui déclencherait un vaste mouvement insurrectionnel. » Il y a 40 ans que nous n'avons pas perçu la révolution.... Sommes-nous aveugles ?

3 – *Le parti historique*. « Aujourd'hui le parti ne peut être que le parti historique et tout mouvement formel est la reproduction de la société et le prolétariat est en dehors. Un groupe ne peut en aucune façon prétendre réaliser la communauté sinon en se substituant en définitive au prolétariat qui peut seul le faire. » Outre que comme le montre Damen, le parti historique est une pure fiction, le prolétariat qui a disparu est réintroduit, ici, pour les besoins de la cause.

4 - *La communauté humaine* : « Il est important de rejeter toutes les formes anciennes. (...) le courant révolutionnaire se structurera non seulement passivement, spontanément, mais en pointant toujours l'effort de réflexion sur le comment de la réalisation de la véritable Gemeinwesen (l'être humain) et de l'homme social impliquant la réconciliation des hommes avec la nature. » Amen! C'est de la pure fiction.

On pourrait nous demander pourquoi se référer à **Invariance**, groupe qui a disparu ? Que nenni! Ces théories ont toujours cours sous d'autres formes mais elles ont la vie dure et croit de plus faire du neuf. La revue **Temps critiques 2** se reconnaît même si c'est de façon critique dans cette filiation. Par ailleurs le courant communiste avec des variantes pour chacune de ses composantes possède de près ou de loin une filiation avec **Invariance**.

1 <http://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique509>

2 <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article301>. « Quarante ans plus tard : retour sur la revue *Invariance* ».

Ce n'est pas le moment de faire joujou avec les "absolus" du néo-idéalisme (INVARIANCE : une expérience emblématique)

L'analyse critique à laquelle nous avons soumis l'invariance bordiguienne (*Prometeo* n° 21-22) en relation avec certaines formulations sur la nature, la fonction et la structure du parti révolutionnaire n'est pas née d'une raison polémique pointilleuse, mais de la préoccupation de faire la clarté sur un problème, comme celui du parti, qui est encore ouvert au débat et à l'approfondissement théorique, en particulier du fait de l'intervention dans ce débat de trop nombreuses écoles de toute taille qui se sont référées à la contribution importante, même si elle est parfois contradictoire, apportée par Bordiga sur ce sujet ; cependant la vivisection qui en a été faite a fini par déformer et défigurer ce qui chez Bordiga était seulement une simple intuition ou le goût du paradoxe. Il faut rappeler à ce propos que Bordiga avait l'habitude de dire, en répondant à une observation critique de notre part sur cette façon de poser les problèmes, qui finissait par dénaturer la méthode d'interprétation marxiste, que le paradoxe peut lui aussi contenir en soi un élément, même s'il est mince, même s'il est voilé, de vérité. Et il n'avait pas tort, mais ce "caprice" intellectualiste pouvait fournir le prétexte, comme il l'a fourni, ou mieux, la couverture, à des auteurs d'élucubrations théoriques et à des chercheurs d'arguties pour y accrocher leurs insatisfactions et, parfois, leur opportunisme.

La question que nous posons est la suivante : peut-on, et jusqu'à quel point, attribuer à Bordiga la responsabilité d'avoir offert aux camarades de parti et aux adversaires, consciemment ou non, avec des attitudes personnelles. (...)

L'on peut certainement imputer à Bordiga, comme du reste à chacun de nous, des erreurs, des indécisions et des rigorismes entièrement personnels, qui peuvent l'avoir placé en dehors du courant et même contre le courant qui doit à Bordiga le plus grand apport de doctrine et de développement à l'échelle internationale, mais c'est l'affaire du courant de la Gauche communiste de juger jusqu'à quel point Bordiga est à considérer comme responsable de ce qui était inhérent à son tempérament ; de ce qui, dans sa problématique, est entré au patrimoine de la Gauche communiste pour en faire partie et de ce qui, au contraire, ne l'a pas été en raison de ce processus sûr et inévitable de sélection qui découle du conflit de classe.

Ce que nous voulons bien reconnaître, c'est que, y compris dans l'erreur, Bordiga a constamment agi sur le plan de la classe, car il avait pour perspective la fin catastrophique du système provoquée par la révolution prolétarienne.

Mais nous n'en reconnaissons pas autant à ceux qui, bien qu'au nom de l'"invariance" bordiguienne et même militant à ses côtés, ont prétendu compléter son œuvre en se servant de certains inachèvements théoriques inévitables pour en arriver jusqu'à l'anti-marxisme.

Cela n'est pas nouveau dans la longue histoire du mouvement ouvrier. Mais étant donné qu'il est de notre époque, l'épisode, même s'il est tout à fait marginal, doit être examiné. Il s'agit du courant qui par affectation

intellectualiste s'est étiqueté *Invariance*¹, laquelle a abouti, de fait, à son contraire. Cela ne nous intéresse pas de savoir comment et quand ce courant, qui a grandi et a été bichonné affectueusement au sein de *Programma* et qui en est ensuite parti sur des positions plus bordiguistes que Bordiga, commence à préciser sa position en partant du présupposé que l'œuvre de Bordiga «est parsemée de points de départ pour de nouvelles recherches qui n'y trouvent pas de développement». Il est seulement à se demander, avec étonnement, comment il a jamais été possible, pour une organisation qui se réclame pourtant de la Gauche communiste et qui pouvait, dans les années 60, s'appuyer sur la présence de Bordiga, faire grandir dans ses rangs des éléments et des groupes qui, au nom d'un humanisme mal digéré de Marx en lieu et place de la dialectique matérialiste et de la révolution de classe, proposaient une «révolution communiste qui tendra à affirmer l'être humain qui est la véritable *Gemeinwesen* de l'homme».

La *Gemeinwesen* (communauté) est le leitmotiv dans l'œuvre de jeunesse de Marx parce qu'elle représente le point de départ de l'histoire de l'être humain en voie de dépassement de son individualité. Nous allons préciser cela avec les mots mêmes de Marx :

«L'échange de l'activité humaine dans la production comme celui des produits humains entre eux est = à l'activité et à la jouissance sociales. L'être humain étant la vraie *Gemeinwesen* des hommes, ceux-ci créent, produisent avec leur activité leur Être, la *Gemeinwesen* humaine, l'être social qui n'est pas une puissance abstraitement générale face à l'individu particulier, mais l'être de tout individu, sa propre activité, sa propre vie, sa jouissance propre et sa propre richesse. Elle apparaît grâce au besoin des individus, c'est-à-dire qu'elle est directement produite par l'activité de leur existence. Il ne dépend pas de l'homme que cette *Gemeinwesen* existe ou non, mais, pendant tout le temps où l'homme se reconnaît comme homme et donc n'aura pas organisé le monde humainement, cette *Gemeinwesen* apparaîtra sous la forme de l'extranéisation (*Entfremdung*)» (tiré des notes de Marx sur l'œuvre de J. Mill).

Et également dans les *Manuscrits de 1844* :

«Il faut surtout éviter de fixer de nouveau la "société" comme une abstraction en face de l'individu. L'individu est l'être social. La manifestation de sa vie - même si elle n'apparaît pas sous la forme immédiate d'une manifestation collective de la vie, accomplie avec d'autres et en même temps qu'eux - est donc une manifestation et une affirmation de la vie sociale. La vie individuelle et la vie générique de l'homme ne sont pas différentes, bien que - et ceci nécessairement - le mode d'existence de la vie individuelle soit un mode plus particulier ou plus général de la vie générique, ou que la vie du genre soit une vie individuelle plus particulière ou plus générale.»

¹ Le mot "invariance" est écrit en français, puisqu'il s'agit de la revue *Invariance* de Jacques Camatte. (NdT).

Il s'agit là d'un concentré ; ce sont en effet des notes de Marx dans lesquelles il est évident que s'enchaînent des argumentations qui tendent à la généralisation, dans une forme d'exposition qui rappelle la méthode hégélienne, de laquelle Marx ne s'est pas encore tout à fait libéré. Tout ceci est bien connu. Mais se référer aujourd'hui aux *Manuscrits de 1844*, en feignant d'ignorer le marxisme scientifique du *Capital* et du *Matérialisme historique*, signifie recourir à des écrits de la phase encore de formation du jeune Marx comme couverture à l'adoption de son propre idéalisme.

La vision d'un retour générique et métaphysique de l'individu à l'universel, c'est-à-dire à sa "communauté" originelle et indifférenciée, la Gemeinwesen remise en vigueur, est plus conforme à la dialectique idéaliste du schéma hégélien qu'à la dialectique matérialiste de Marx. Nous en avons une claire manifestation en examinant la façon dont a été élaboré le problème du parti révolutionnaire et quelle en a été la traduction en termes pratiques, ce qui est du reste au centre de notre développement.

Voici l'une des dernières définitions du parti écrite par Bordiga et qui a trouvé un large écho dans les publications de ce courant ; tels en sont les termes :

« Si la personne est en danger, c'est en effet qu'elle n'est qu'une divagation millénaire des hommes dans l'obscurité qui les écarte de leur histoire d'espèce, et la voie qui combat cela réside dans l'unité qualitative universelle du parti dans lequel se réalise la concentration révolutionnaire, par-delà les limites de la localité, de la nationalité, de la catégorie de travail, de l'entreprise-prison de salariés ; dans lequel vit en anticipation la société future sans classes et sans échanges.

« ... Le parti que nous sommes sûrs de voir resurgir dans un avenir lumineux sera constitué d'une minorité vigoureuse de prolétaires et de révolutionnaires anonymes qui pourront avoir différentes fonctions comme les organes d'un même être vivant, mais tous seront liés, au centre et à la base, à la règle inflexible et qui s'impose à tous du respect de la théorie ; de continuité et de rigueur dans l'organisation ; d'une méthode précise d'action stratégique dont l'éventail d'éventualités admises est tiré, dans ses vetos inviolables par tous, de la terrible leçon historique des dévastations de l'opportunisme.

« Dans un tel parti finalement impersonnel, personne ne pourra abuser du pouvoir, précisément à cause de sa caractéristique inimitable, qui le distingue dans le fil historique ininterrompu qui prend son origine en 1848.

« Cette caractéristique, c'est celle de l'absence d'hésitation du parti et de ses adhérents dans l'affirmation que sa fonction exclusive est la conquête du pouvoir politique et de sa gestion centrale, sans jamais dissimuler en aucun moment cet objectif, et cela tant que tous les partis du Capital, et de sa valetaille petite bourgeoise, n'auront pas été exterminés. ». (Extrait d'*Il Programma comunista*, n° 22 – 1958²)

Nous ne croyons pas qu'il y ait besoin de faire remarquer le caractère universaliste et mysticiste de tout cela ; en effet, le soi-disant parti historique n'a jamais existé, si ce n'est dans

les rêves des poètes et dans les aspirations utopiques du socialisme humanitaire du pré-marxisme, et il n'existera jamais du moins dans les termes que Bordiga a seulement souhaité, lui qui comme nous, et parfois plus que nous, a ressenti, à côté de l'anxiété inapaisée de la conquête, la fatigue de créer jour après jour, brique sur brique, les premières structures du parti que, le jour suivant, la réaction dissoudrait et de devoir par conséquent recommencer avec d'autres moyens et d'autres apports humains, pas toujours conformes aux nécessités, pas toujours désireux de se plier à la dure discipline que l'acte de la création du parti imposait. Que d'efforts et que d'illusions subies, sans exclure la morsure empoisonnée du camarade qui ne l'était que de nom, prêt à la capitulation et pas si rarement que ça à la trahison. Tel est le parti que nous avons connu, le parti réel depuis Livourne jusqu'aux lois d'exception, constitué bien sûr de héros mais aussi d'opportunistes, empreint de sacrifices, de prison, de sang, mais aussi de corruption. Ce n'était pas alors le moment de gloser sur le parti historique parfait que les révolutionnaires ont toujours préféré laisser aux incapables par nature et aux philosophes songe-creux.

L'idée du parti universel, parfait dans toutes les parties de ses structures et de ses fonctionnalités, avait été ébauchée par Bordiga comme une exigence de son esprit de géométrie et pour calmer peut-être, avec une abstraction de perfection idéale, l'inquiétude inapaisée d'une vie tourmentée de révolutionnaire. Dans la pratique, cette idée du parti idéal devait indiquer un modèle vers lequel il fallait tendre et qui devait inspirer la lente et pénible construction d'un organisme, le parti révolutionnaire, fait d'hommes avec la multiplicité des exigences, et avec les tares et les limites qui lui sont propres.

Mais il y avait suffisamment de matière dans cette tendance à l'abstrait pour offrir des appuis aux chercheurs de friandises théoriques du type *Invariance*.

Et cette tendance, née et ayant grandi dans le giron du bordiguisme dernière manière, part à toute vitesse vers les destinations inconnues du parti, modèle idéal, préfiguration de la société future ; elle écrit :

« Le parti représente donc la société future. On ne peut pas le définir avec des règles bureaucratiques, mais par son être ; et son être, c'est son programme : la préfiguration de la société communiste de l'espèce humaine libérée et consciente.

« Corollaire : la révolution n'est pas un problème de formes d'organisation. Elle dépend du programme. Seulement il a été prouvé que la forme parti est la plus apte à représenter le programme, et à le défendre. Dans ce cas, les règles d'organisation ne sont pas empruntées à la société bourgeoise, mais elles dérivent de la vision de la société future »...

« De là découle une caractéristique importante du parti. Du fait qu'il est la préfiguration de l'homme et de la société communiste, il est la base médiatrice de toute connaissance pour le prolétaire, c'est-à-dire pour l'homme qui refuse la Gemeinwesen bourgeoise et accepte celle du prolétariat, lutte pour l'imposer et faire triompher l'être humain. La connaissance du parti intègre celle de tous les siècles passés (religion, art, philosophie, science). »³

² Le titre de l'article est : *Contenuto originale del programma comunista è...* [Le contenu original du programme communiste, c'est l'anéantissement de la personne individuelle comme sujet économique, titulaire de droits et acteur de l'histoire humaine]. (NdT).

³ *Origine et fonction de la forme Parti* : texte de Jacques Camatte en traduction italienne, en 1961, in *Il Programma comunista*, 13. En version française, n° 1, série 1, 1968, *Invariance*. (NdT).

Et, comme conclusion de cette phase triomphaliste et exaltante du parti qui, comme on l'affirme, ne disparaît jamais, nous reproduisons, toujours à partir du texte d'**Invariance**, la partie finale d'une lettre de Marx à Freiligrath : « *J'ai, de plus, essayé d'écarter le malentendu selon lequel je comprendrais par "parti" une ligue morte depuis huit ans, ou une rédaction de journal dissoute depuis douze ans. J'entends le terme "Parti" dans sa large acception historique* »... c'est-à-dire (explique immédiatement **Invariance** avec cette finesse et cette cohérence qui avaient fait défaut à Marx) comme la préfiguration de la société future, de l'homme futur, de l'être humain qui est la véritable Gemeinwesen de l'homme.

C'est dans cette répétition monotone et assommante d'une phrase qu'est concentrée toute la philosophie avec laquelle **Invariance** voudrait exalter la fonction historique du parti. Et, comme conclusion, elle affirme : « *Ce qui se manifeste dans les périodes de révolution comme dans celles de recul, c'est la continuité de notre être, c'est l'affirmation de notre "programme-parti" dans sa large acception historique.* »
Pauvre « acception historique » marxiste qui finit dans la trame d'une philosophie aussi ancienne que l'opportunisme et dont la valeur suprême réside en entier dans l'usage, ou mieux dans l'abus, des lettres majuscules.

Nous en sommes ainsi arrivés à la seconde et ultime phase qui conduit le courant que nous examinons vers des positions complètement opposées aux précédentes, comme s'il était aux prises d'une espèce de frénésie de sa propre dissolution.

Cas de pathologie politique, ou incapacité à donner un sens concret à une problématique embrouillée d'idées de base comme classe, parti, rapport dialectique avec la classe antagoniste, etc., tendue paradoxalement jusqu'à la limite de la rupture, ou encore résidus de frustrations idéologico-politiques qui ont particulièrement frappé les jeunes générations d'intellectuels de gauche tendanciellement marxistes issues des événements parisiens de mai 68 ?

Peut-être un peu de tout cela en même temps, et de le constater donne un sentiment d'amertume et de regret parce que des déchirures de ce genre laissent des traumatismes profonds, et aussi parce que, en définitive, la dispersion de jeunes forces intellectuelles et humaines affaiblit dans tous les cas le front de la révolution.

L'expérience philo-bordiguiste ayant donc été menée à son terme, et nous disons cela même très impoliment, le courant ne sait pas en tirer les conséquences logiques et il est submergé par des événements bien plus grands que ne peuvent en supporter son sérieux et sa solidité théoriques et son insignifiance politique.

La métamorphose n'a duré que l'espace temporel de pas même une décennie ; **Invariance** participe déjà à la révolte contestatrice de mai 68 de manière marginale et en ordre dispersé, et elle tire de ces événements les raisons non pas de son renforcement, mais celles de son auto-liquidation en tant que groupe révolutionnaire se réclamant du marxisme.

Mouvements de la contestation

« *En France et en Allemagne,* » - proclame maintenant **Invariance** (année V - série II n° 2) - « *le mouvement s'était considéré comme spécifique des classes moyennes, simple détonateur d'un mouvement ne pouvant être que celui propre de la classe ouvrière. Jamais il ne s'est considéré comme mouvement de la classe universelle. [...]. Cependant ce mouvement de 1968 était le témoin de la fin*

des classes moyennes (souligné par nous) telles que Marx les avaient considérées et le début de la lutte humaine contre le capital (souligné par nous) ».

« *Depuis mai nous avons le mouvement de production des révolutionnaires.* »

« *Il est vain d'attendre la révolution : elle est déjà en acte. Ne la perçoivent pas ceux qui attendent pour la reconnaître un signe particulier, une "crise" qui déclencherait un vaste mouvement insurrectionnel, qui produirait un autre signe essentiel : la formation du parti, etc...* (ibidem, page 9).

Nous avons reproduit à la lettre cette partie qui donne la mesure exacte d'une forme de schizophrénie politique qui est si éloignée de la réalité, laquelle est sous les yeux de tout le monde précisément après le mai français, qu'elle se dispense de toute forme de réfutation qui semblerait inappropriée pour soigner cette maladie.

Disparition du prolétariat

« *Le prolétariat qui a tendance à opposer sa Gemeinwesen, c'est-à-dire l'être humain, à celle du capitaliste a disparu ; il ne s'organise plus en parti qui aurait dû représenter cet être, sa préfiguration, parce que le capital a réussi à établir sa domination réelle. En effet, pour aboutir à ce résultat, le capital doit englober le mouvement qui le nie, le prolétariat, et constituer l'unité où le prolétariat n'est qu'un objet du capital. [...] Il en découle que toute forme d'organisation politique ouvrière a disparu. A sa place, on a les bandes qui s'affrontent en une concurrence obscène, véritables rackets rivaux dans le bavardage mais identiques dans leur être.* » (ibidem, page 52).

Non au parti

Après la cuite théorique du parti comme préfiguration de la société future, de l'Homme futur, etc., la courbe du repliement théorique touche son contraire ; plus de parti dans son acception historique comme préfiguration, etc., etc. ; nous en sommes arrivés au dépassement du concept même de groupe auquel le courant d'**Invariance** s'était pratiquement réduit.

« *Aujourd'hui le parti ne peut être que le parti historique et tout mouvement formel est la reproduction de la société et le prolétariat est en dehors. Un groupe ne peut en aucune façon prétendre réaliser la communauté sinon en se substituant en définitive au prolétariat qui peut seul le faire.* »

« *Le révolutionnaire ne doit pas se reconnaître dans un groupe, mais dans une théorie qui ne dépend pas d'un groupe ni d'une revue, car elle est l'expression d'une lutte de classes donnée.* »

« *Il est important de rejeter toutes les formes anciennes et de pénétrer sans a priori, dans le vaste mouvement de notre libération [...]. Dans des circonstances données, au cours d'actions précises, le courant révolutionnaire se structurera non seulement passivement, spontanément, mais en pointant toujours l'effort de réflexion sur le comment de la réalisation de la véritable Gemeinwesen (l'être humain) et de l'homme social impliquant la réconciliation des hommes avec la nature.* » (Note de 1972, ibidem, page 57).

Il faut mettre sur cette expérience, du reste très instructive, et qui est de toute façon parvenue à son terme, une pierre tombale avec cette épigraphe :

À **Invariance**,

à cause de l'impossibilité de continuer à varier.

Onorato Damen, **Prometeo** n° 23 - 1974

Déclaration de la TCI sur la dissolution du GIO (Canada)

« En raison des problèmes que le GIO a créé au sein de la TCI, les membres du GIO ont décidé de mettre fin aux activités du groupe pour le bien de la TCI. Un rapport sera envoyé dans les prochains mois. Nous envisageons la création d'un nouveau groupe d'étude pour réorganiser les forces internationalistes au Canada. »

Commentaires de la CWO

C'est avec des sentiments mitigés que nous avons reçu cette communication. Nous aurions préféré, que l'erreur initiale du GIO, l'admission d'un camarade ayant eu un passé violent envers les femmes, n'ait jamais été prise. De même, nous déplorons les nombreux efforts déployés pour dissimuler cette décision à l'ensemble de la TCI. Cependant, nous sommes reconnaissants qu'après des mois d'efforts qui ont maintenant porté leurs fruits et visant à faire reconnaître l'énormité de l'erreur, il ne puisse plus continuer à être membre, que ce soit en tant qu'affilié de la TCI ou en tant que représentant crédible de la gauche communiste au Canada. Cela a été reconnu non seulement par les anciens camarades du GIO (qui n'étaient pas partie de l'erreur initiale) mais aussi par les nouveaux éléments qui l'ont abordé comme de véritables sympathisants de la TCI. La cessation du GIO ouvre la voie à tous les camarades canadiens de la gauche communiste qui ont été en contact avec le GIO ou suivent la TCI pour faire un nouveau départ.

Nous attendons maintenant la promesse d'une déclaration plus complète de l'ex-GIO et des nouveaux camarades pour les prochaines étapes. Ils commencent déjà à esquisser un programme de travail (qu'ils ont mentionné dans un courriel postérieur) pour affronter non seulement cette seule erreur, mais tous les problèmes du GIO par le passé.

Maintenant que le GIO a fait cette annonce, nous sommes libres pour publier les dernières étapes de la discussion entre nous. La première est une lettre ouverte de la CWO diffusée aux TIC et à ses sympathisants. Après sa lecture, le camarade A avait démissionné. Cependant, à cette époque, la question portait sur plus qu'un camarade. Toute cette affaire et notre discussion avec divers camarades au Canada ont révélé que le GIO pour la plus grande partie de son histoire (affilié à notre tendance en 2001) n'a jamais été une organisation coordonnée mais un groupe d'individus chacun ayant leur propre accord sur notre plate-forme. Bien que le GIO ait produit quelques bons documents sur la base de la plate-forme de la TCI, son intervention dans la lutte des classes a été en grande partie comme celle de militants individuels. Les inquiétudes suscitées par ce militantisme (notamment en 2012) où chacun semblait participer au mouvement étudiant québécois sans donner de message révolutionnaire distinct dans le mouvement, nous a obligés à envoyer en 2014 un délégué pour analyser la situation. Cependant, lorsque le délégué est arrivé, de nouveaux membres adhérents aux positions de la TCI étaient arrivés et l'on espérait qu'ils conduiraient le GIO vers des bases théoriques plus cohérentes. Cela s'est vite avéré être un faux

espoir car l'un d'entre eux fut dégoûté de l'incohérence de l'organisation sur le terrain, un autre a été expulsé pour violence envers son partenaire et un autre était A. Rien de cela n'a été signalé à la TCI par le GIO. De plus, la question de la cohérence politique s'est approfondie. Il semble maintenant que d'autres camarades qui étaient d'accord avec la TCI, avaient quitté le GIO en raison du comportement «activiste» et «gauchiste» de son membre principal. La confirmation définitive de l'irresponsabilité de ce dernier et du manque de sens de ce que représente une organisation, c'est quand il a abandonné toute tentative de résoudre le problème de A. (encore sans jamais informer les TIC) et a démissionné sur la base de tout l'égoïsme : Facebook et sans aucune discussion avec aucun de ses camarades ou avec le reste de la TCI. Nous, en tant que tendance, nous devons tirer les enseignements de cette expérience. La TCI n'a jamais cherché à créer des clones. La TCI est l'organe de coordination des groupes qui sont centralisés autour d'une plate-forme commune mais qui ont une grande liberté pour travailler dans leur propre région avec ceux qui, selon eux, contribuent à la construction d'une organisation prolétarienne et révolutionnaire.

[Par cela, nous entendons une organisation qui est séparée des sociaux-démocrates/ des capitalistes d'État et des syndicats qui cherchent à intégrer la classe ouvrière dans la société capitaliste en se présentant comme "socialiste" mais qui ne visent réellement qu'à réformer un système qui a cessé depuis longtemps d'être utile à l'humanité]. Notre objectif est que ces groupes constituants contribuent au développement de la théorie et de la pratique révolutionnaires en participant à la lutte de classe où qu'ils vivent, évidemment à partir de la perspective de la gauche communiste.

C'est ce que le GIO a irrégulièrement fait mais, comme nos récentes discussions l'ont révélé, il tendait à aller bien souvent dans le mouvement avec une sorte de populisme de gauche et ne donnait pas toujours sa propre contribution distincte et révolutionnaire. C'est le danger typique de tout nouveau noyau politique qui ne peut être surmonté que par un effort constant pour clarifier collectivement ce que signifient les bases politiques de la gauche communiste.

Nous souhaitons donc bonne chance aux camarades du Canada et nous attendons leur prise de position plus complète de cette expérience. Nous allons, bien sûr, essayer de les soutenir autant que possible en ces temps difficiles et réactionnaires afin qu'ils puissent devenir un puissant noyau dans la lutte contre le capitalisme sur le continent nord-américain.

TCI IB 5 janvier 2016

**Le Site Internet de la TCI :
www.leftcom.org**

Nous écrire :

**Michel OLIVIER
7, rue Paul Escudier
75009 PARIS**

**Le Site Internet de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste :
www.leftcom.org**

**Autres adresses des organisations de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste**

Partito Comunista Internazionale (Italie)

Battaglia Comunista
CP 1753
20100 Milano

info@leftcom.org

Communist Workers Organisation (Grande Bretagne)

CWO

P.O. Box 338

S3 9YX Sheffield

uk@leftcom.org

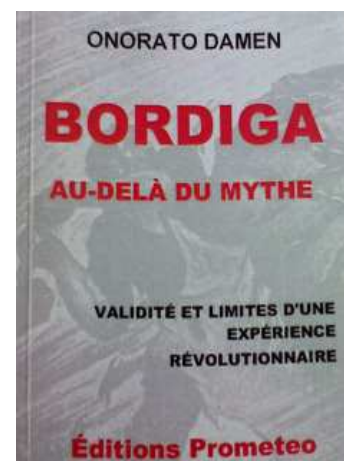
Gruppe Internationaler Sozialistinnen (Allemagne)

GIS c/o Rotes Antiquariat,

Rungestr. 20, 10179 Berlin de@leftcom.org

Quelques textes disponibles en français

- Plate-forme du BIPR.
- Les révolutionnaires, les internationalistes, face aux perspectives de guerre et la situation actuelle du prolétariat (BIPR, janvier 2000).
- Thèses sur la tactique communiste dans les pays de la périphérie capitaliste (VI^e Congrès du Partito Comunista Internazionale).
- Le bordiguisme et la Gauche italienne.
- Approche à la question du parti.
- Trotski, le trotskisme, les trotskistes.
- Bordiga – au delà du mythe
Validité et limites d'une expérience révolutionnaire
Onorato Damen – éditions Prometeo



Nouvelle publication
***Écrits choisis* d'Onorato Damen**



12€ plus 5€ de frais de port.

L'originalité et l'importance de cet ouvrage consistent dans la publication de documents qui éclairent la politique, l'économie et le cours du capitalisme pendant tout le XXème siècle, période la plus tragique de l'histoire de l'humanité. C'est un véritable livre d'histoire que nous mettons à la portée des lecteurs. Il permet également par la publication de documents inédits en France de suivre et de comprendre la politique et l'œuvre de la "Gauche italienne" au sein du communisme de gauche international.

Des extraits de « *L'Appel aux fascistes !* » de Togliatti secrétaire général du PCI sont reproduits en fin de livre ce qui permet d'appuyer encore sur la sale politique des canailles staliniennes qui se font passer aujourd'hui pour les plus grands pourfendeurs des fascistes. Osera-t-on encore traiter les communistes de gauche de « sectaires ? Sectaire, oui par contre si l'on veut dire qu'il n'y a pas chez nous de biais avec la probité, la clarté et la fermeté politique et théorique. Nous avons toujours combattu les opportunistes de tout poil qui changent de position au gré des vents et de la situation du moment.

Nos positions de base

1. Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui guidera la lutte de classe vers l'établissement d'une société sans État, sans classe, sans argent, sans exploitation, frontières nationales ni armées professionnelles et dans laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous (Marx) : Communisme.
2. Une telle société nécessitera un État révolutionnaire pour sa réalisation. Cet État sera dirigé par les conseils ouvriers, constitués de délégués, révocables en permanence, de chaque section du prolétariat. Leur régime s'appelle la dictature du prolétariat parce qu'il ne peut exister sans le renversement violent et la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial.
3. La première étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant une conscience de classe et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.
4. La Révolution d'Octobre en Russie en 1917 reste une brillante inspiration pour nous. Elle montra que les ouvriers pouvaient renverser la classe capitaliste. Seuls l'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe détruisirent leur vision révolutionnaire de 1917. Ce qui fut mis en place en Russie dans les années 20 et après ne fut pas le communisme, mais un capitalisme d'État centralement planifié. Il n'y a encore jamais eu de société communiste où que ce soit dans le monde.
5. Le Bureau International pour le Parti Révolutionnaire, dont nous soutenons la perspective, fut fondé par les héritiers de la Gauche Communiste Italienne qui lutta contre la dégénérescence politique de la Révolution Russe et du Komintern dans les années 20. Nous continuons l'œuvre que la Révolution Russe s'était fixée mais ne put accomplir – l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme.